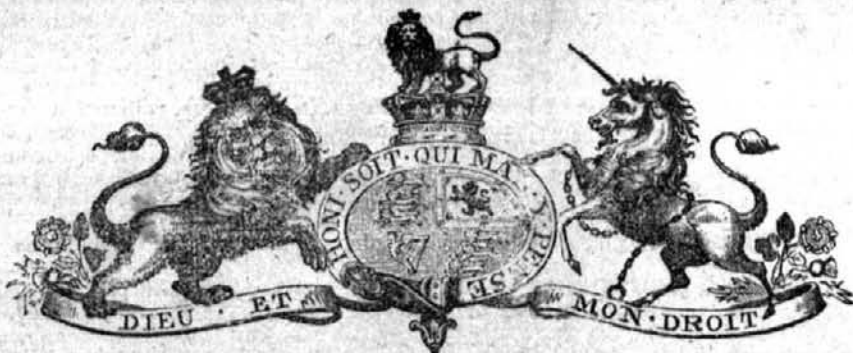




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI 29 JANVIER 1887.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3507

Nominations.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 26 janvier 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil de nommer l'honorable Pierre Boucher de la Bruère, Orateur du Conseil Législatif de la province de Québec.

429

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 21 janvier 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes de conseillers municipaux.

Municipalité du village de Roxton Falls, quartier-Centre.—MM. William McEvella, John Massé, Fabien Préfontaine et Joseph Ledoux.

Quartier Saint-Jean-Baptiste.—M. Jean-Baptiste Tarte.

Quartier Saint-Louis.—M. Jean-Baptiste Girard. Quartier Saint-Guillaume.—M. Guillaume Roussin.

Municipalité de Saint-Michel, comté de Napierville.—Louis Trudeau, fils de Constant.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29th JANUARY, 1887.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3508

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 26th January, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council has been pleased to appoint the honorable Pierre Boucher de la Bruère, Speaker of the Legislative Council of the Province of Quebec.

430

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 21st January, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint the following municipal councillors.

Municipality of the village of Roxton Falls, Centre ward.—Messrs. William McEvella, John Massé, Fabien Préfontaine and Joseph Ledoux.

Saint Jean Baptiste ward.—Mr. Jean Baptiste Tarte.

Saint Louis ward.—Mr. Jean Baptiste Girard. Saint Guillaume ward.—Mr. Guillaume Roussin.

Municipality of Saint Michel, county of Napierville.—Louis Trudeau, Son of Constant.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 23 janvier 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de faire les nominations suivantes :

Gustave Grenier, écuyer, greffier du Conseil Exécutif de cette province, en remplacement de Joseph A. Defoy, dont la démission a été acceptée ; Jean-Baptiste Trefflé Richard, écuyer, de Saint-Liguori, député-greffier du dit conseil, en remplacement de Gustave Grenier, promu.

407

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 18 janvier courant, (1887), de nommer M. Pierre Landry, fils, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Norbert, dans le comté d'Arthabaska, en remplacement de M. Bernardin Blais, décédé.

379

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 25 janvier 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Joseph Jannelle et Joseph Dion, conseillers municipaux de la paroisse de Saint-Méthode, comté de Chicoutimi.

381

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 20 janvier 1887.

Il a aussi plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières, MM. Henri Charles Godin, François-Xavier Bellerive, Onézime Carignan, Pierre Benjamin Vanasse, Joseph Charles Rousseau, Pierre Désilets, Isidore Désilets, Albert Turcotte, Thomas Bournival, Isidore Pothier et Pierre Victor Ayotte, tous de la cité de Trois-Rivières.

383

Avis du Gouvernement.

Avis public est par le présent donné, qu'en vertu de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-deuxième jour de janvier courant (1887), incorporant Arthur H. Merrill, de la cité de Montréal, écuyer, Bernard Sinclair Sharing, de la dite cité, comptable, Dame Marie Schnaider, épouse dûment séparée de biens du dit Arthur H. Merrill, Robert Gee, de la dite cité de Montréal, gentilhomme, et Dame Eugénie Merrill, épouse dûment séparée de biens du dit Bernard Sinclair Sharing, pour manufacturer et vendre des bouteilles en verre et autres verreries de toutes sortes, sous le nom de "The Montreal bottle and glass Company," avec un fonds social de vingt mille piastres, divisé en quatre cents actions de cinquante piastres chacune.

PH. J. JOLICEUR,
Assistant-Secrétaire.

Bureau du Secrétaire provincial,
Québec, 24 janvier 1887.

387

Liste des candidats qui ont obtenu des certificats du bureau du service civil depuis le mois de décembre 1884.

M. A. F. Holt, de Québec, certificat de troisième classe, qualifié "Bien," (tenue des livres), le 21 janvier 1885.

M. James Creighton, de Québec, certificat de cinquième classe, qualifié "Bien," le 9 avril 1886.

2

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 22nd January, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to make the following appointments :

Gustave Grenier, esquire, clerk of the Executive Council of the province, in the room and stead of Joseph A. Defoy, whose resignation has been accepted ; Jean Baptiste Trefflé Richard, esquire, of Saint Liguori, deputy clerk of said council, in the room and stead of Gustave Grenier promoted.

408

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, dated the 18th January instant, (1887), to appoint Mr. Pierre Landry, junior, school commissioner for the municipality of Saint Norbert, in the county of Arthabaska, instead of Mr. Bernardin Blais, deceased.

380

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 25th January, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Joseph Jannelle and Joseph Dion, municipal councillors of the parish of Saint-Méthode, county of Chicoutimi.

382

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 20th January, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has also been pleased to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers, Messrs. Henri Charles Godin, François-Xavier Bellerive, Onézime Carignan, Pierre Benjamin Vanasse, Joseph Charles Rousseau, Pierre Désilets, Isidore Désilets, Albert Turcotte, Thomas Bournival, Isidore Pothier and Pierre Victor Ayotte, all of the city of Three Rivers.

384

Government Notices.

Public notice is hereby given that under the joint stock companies incorporation act, letters patent under the great seal of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of January instant, (1887) have been issued incorporating Arthur H. Merrill, of the city of Montreal, esquire, Bernard Sinclair Sharing, of the same city, accountant, Dame Marie Schnaider, wife duly separated as to property of the said Arthur H. Merrill, Robert Gee, of the said city of Montreal, gentleman, and Dame Eugénie Merrill, wife duly separated as to property of the said Bernard Sinclair Sharing, for the manufacture and sale of glass bottles and other glass ware in all its branches, and the name of "The Montreal bottle and glass Company," with a total capital stock of twenty thousand dollars, divided into four hundred shares of fifty dollars each.

PH. J. JOLICEUR,
Assistant-Secrétaire.

Provincial Secretary's office,
Quebec, 24th January, 1887.

388

List of the candidates who have obtained certificates from the Civil Service Office, since the month of December, 1884.

Mr. A. F. Holt, of Quebec, a third class certificate, qualified "Good," (book keeping), on the 21st January, 1885.

Mr. James Creighton, of Quebec, a fifth class certificate, qualified "Good," on the 9th April, 1886.

M. J. Alphonse Côté, de Québec, certificat de cinquième classe, qualifié "Bien," le 20 mai 1886.

M. St. George Legendre, de Québec, certificat de troisième classe, qualifié "Très-bien," le 24 novembre 1886.

M. J. E. Baribeau, de Sainte-Anne de la Pérade, certificat de première classe, qualifié "Bien," le 26 novembre 1886.

M. Charles A. Preston, de Québec, certificat de première classe, qualifié "Très-bien," le 15 janvier 1887.

M. Eugène Drolet, de Québec, certificat de première classe, qualifié "Très-bien," le 15 janvier 1887.

M. Charles Blanchet, de Saint François, Beauce, certificat de troisième classe, qualifié "Bien," le 15 janvier 1887.

M. J. B. T. Richard, de Saint Liguori, comté de Montcalm, certificat de seconde classe, qualifié "Bien," le 24 janvier 1887.

M. S. Dufault, de Québec, certificat de première classe, qualifié "Très-bien," le 24 janvier 1887.

M. J. Alfred Chassé, de Sainte-Marie, Beauce, certificat de troisième classe, qualifié "Bien," le 27 janvier 1887. 421

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Hope.

(3e rang N.)

Lot No. 35, à Théodore Robitaille.

Canton Cabot.

(Rang S. O.)

Lot No. 69, à Herm. Filion.

E. E. TACHE,
Assist. Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 27 janvier 1887. 401

PROVINCE DE QUÉBEC.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 22 janvier 1887.

Avis est donné en conformité des règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que NULLE PETITION pour un BILL PRIVÉ ne sera reçue par cette Chambre après le douzième jour de février prochain, qu'aucun BILL PRIVÉ ne pourra être présenté après le dix-neuvième jour de février prochain, qu'aucun RAPPORT d'un comité permanent ou spécial ne pourra être reçue après le vingt-sixième jour de février prochain.

373 L. DELORME,
Greffier de l'Assemblée Législative.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles, dans les salles de l'Ecole Normale Laval, jeudi, le dixième jour de mars prochain, à neuf heures du matin. Toutes personnes qui désire se présenter doit envoyer d'ici au 27 février prochain, sa requête et la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par

Mr. J. Alphonse Côté, of Quebec, a fifth class certificate, qualified "Good," on the 20th May, 1886.

Mr. St. George Legendre, of Quebec, a third class certificate, qualified "Very Good," on the 24th November, 1886.

Mr. J. E. Baribeau, of Sainte Anne de la Pérade, a first class certificate, qualified "Good," on the 26th November, 1886.

Mr. Charles A. Preston, of Quebec, a first class certificate, qualified "Very Good," on the 15th January, 1887.

Mr. Eugène Drolet, of Quebec, a first class certificate, qualified "Very Good," on the 15th January, 1887.

Mr. Charles Blanchet, of Saint François, Beauce, a third class certificate, qualified "Good," on the 15th January, 1887.

Mr. J. B. T. Richard, of Saint Liguori, county of Montreal, a second class certificate, qualified "Good," on the 24th January, 1887.

Mr. S. Dufault, of Quebec, a first class certificate, qualified "Very Good," on the 24th January, 1887.

Mr. J. Alfred Chassé, of Sainte Marie, Beauce, a third class certificate, qualified "Good," on the 27th January, 1887. 422

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that, 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Hope.

(3rd range N.)

Lot No. 35, to Théodore Robitaille.

Township Cabot.

(S. W. range.)

Lot No. 69, to Herm. Filion.

E. E. TACHE
Assist. Commissioner

Department of Crown Lands
Quebec, 27th January, 1887. 403

PROVINCE OF QUEBEC.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 22nd January, 1887.

Notice is given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, NO PETITION for any PRIVATE BILL shall be received by this House after the twelfth day of February next, that no PRIVATE BILL shall be introduced after the nineteenth day of February next, that no REPORT of any standing or select committee upon a PRIVATE BILL shall be received after the twenty sixth day of February next.

374 L. DELORME,
Clerk of the Legislative Assembly.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, in the rooms of the Laval Normal School, on Thursday, the tenth day of March next, at nine o'clock in the forenoon. Any persons who wishes to present himself must, between this date and the 27th February next, send his request and the sum of six dollars, as well as all the documents

le règlement adopté par le dit comité, à sa séance du 25 mai 1877.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

Québec, 13 janvier 1887.

213 3

PARLEMENT FEDERAL.

Règles relatives aux avis de bills privés.

51. Dans le cas de toute demande de bill privé, proprement du ressort législatif du Parlement du Canada, suivant les dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, et ayant pour objet, soit la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrière ou d'une ligne télégraphique; soit la construction ou l'amélioration d'un port, d'un canal, d'une écluse, d'une digue ou d'une glissoire, ou autre ouvrage semblable; soit la concession d'un droit de passage d'eau, l'incorporation de professions ou métiers, ou d'une compagnie de banque ou autre compagnie par actions, soit la concession à une ou plusieurs personnes de certains droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, soit le pouvoir de faire quelque chose qui, dans ses effets, pourrait toucher aux droits ou à la propriété d'autrui, ou concerner une classe particulière de la société; ou ayant pour objet quelque amendement de même nature à un acte antérieur—un avis, énonçant d'une manière claire et intelligible la nature et l'objet de la demande, et signé (excepté s'il s'agit de corporations déjà existantes) par les pétitionnaires ou de leur part, est nécessaire et doit être publié comme il suit:

Dans les provinces de Québec et de Manitoba.

Un avis doit être inséré dans la *Gazette du Canada* en anglais et en français, ainsi que dans un journal anglais et un journal français du district intéressé, qu'en anglais et en français dans le même journal, s'il ne s'en publie qu'un seul dans ce district; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication de l'avis en anglais et en français doit se faire dans un journal du district le plus voisin où il s'en publie.

Dans les autres provinces.

Un avis doit être inséré dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté ou des comtés unis intéressés, ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté le plus voisin où il s'en publie.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas la période de deux mois pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Un exemplaire des numéros des journaux, reproduisant la première et la dernière insertion de l'avis, devra être transmis au greffier de chaque Chambre.

Si la pétition demande l'autorisation de présenter un bill privé ayant pour objet la construction d'un pont de péage, le pétitionnaire ou les pétitionnaires devront, en même temps qu'ils donneront l'avis prescrit par la règle précédente, donner aussi, de la même manière, avis des péages qu'ils entendent exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace à laisser libre entre les culées ou les piliers pour le passage des radeaux et des navires; et mentionner de plus s'ils se proposent de construire un pont mobile, et quelles en seront les dimensions.

Toute personne désirant obtenir un bill privé devra, dans les huit jours qui précéderont l'ouverture du Parlement, déposer au bureau du greffier de la Chambre dans laquelle le bill doit prendre naissance une copie de ce bill en langue anglaise ou en langue française, avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Il en sera imprimé 600 exemplaires en anglais et 200 en français; la traduction devra être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'en-

required under the regulations adopted by the said committee, at its sitting of the 25th May, 1877.

GEDEON OUMET,
Superintendent.

Quebec, 13th January, 1887.

214

DOMINION PARLIAMENT.

Rules relating to Notices for Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subjects of legislation by the Parliament of Canada, within the purview of the "British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge, the making of a Railroad, Turnpike Road or Telegraph Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam or Slide, or other like work; the granting the right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Banking or other Joint Stock Company; or otherwise for the granting to any individual or individuals, any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which, in its operation, would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former Act, shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, and (except in the case of existing corporations) signed by, or on behalf of the applicants, to be published as follows, viz

In the Provinces of Quebec and Manitoba.

A notice inserted in the *Canada Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one in the french language in the district affected, or in both language in one paper, if there be but one in the said district, or if there be no paper published therein then, in both language, in paper in the nearest district, in which a newspaper is published.

In any other Province.

A notice inserted in the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the County, or Union of Counties affected, or if there be no paper published therein, then in a newspaper in the nearest County in which a newspaper is published. Such Notice to be continued in each case, for a period of two months during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition. And copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent to the Clerk of each House.

When a Petition is for leave to bring in a Private Bill for the erection of a toll bridge, the petitioner or petitioners, upon giving the notice prescribed by the preceding rule, shall also, at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask; the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and whether they intend to erect a drawbridge, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any private bill shall, eight days before the meeting of Parliament, deposit with the clerk of the house, in which the bill is to originate, a copy of such bill in the english or french language, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same—600 copies to be printed in english, and 200 copies in french—the translation to be done by the officers of the house, and the printing by the contractor. The applicant shall be also

trepreneur des impressions. Le pétitionnaire aura aussi à payer au Greffier du Sénat ou au comptable de la Chambre des Communes suivant le cas une somme de \$200, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts et remettra le reçu de ce paiement au greffier du comité auquel ce bill aura été renvoyé—le dit paiement sera effectué immédiatement après la seconde lecture avant la prise en considération du bill par le comité. L'honoraire payable pour tout bill privé le sera seulement dans la Chambre dans laquelle il aura été présenté.

Aucune pétition pour l'obtention d'un bill privé ne sera reçue par l'une ou par l'autre Chambre après les dix premiers jours de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.
JOHN GEORGE BOURINOT,
Greffier des Communes.

Et de plus, en conformité d'une Résolution adoptée par la Chambre des Communes, le 20 avril 1883, il est ordonné que

"Tous les bills privés demandant des actes constitutifs devront être rédigés de manière à y incorporer, en les spécifiant, les clauses des Actes généraux concernant les détails qui font l'objet de ces bills; des raisons spéciales seront données chaque fois que l'on aura l'intention de se départir de ce principe, ou que l'on voudra y introduire d'autres dispositions touchant ces détails; et une note sera annexée au bill indiquant les dispositions au sujet desquelles l'on entend s'écarter de l'Acte général; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, devront être remodelés par les auteurs et ré-imprimés à leurs frais, avant qu'aucun comité en examine les clauses.

J. G. BOURINOT,
Greffier des Communes

Règles du Sénat relatives aux avis de bills de divorce.

72. Quiconque a l'intention de demander un bill de divorce, doit donner avis de son intention, de spécifier d'avec qui et pour quelle cause il veut divorcer. L'avis doit être inséré pendant six mois, à la *Gazette du Canada*, et dans deux journaux du district (si c'est dans les provinces de Québec et de Manitoba,) ou du comté ou des comtés-unis, (si c'est dans les autres provinces,) où le pétitionnaire résidait ordinairement lors de la séparation; et si le nombre voulu de journaux n'y paraît pas, alors la publication de l'avis devra se faire dans le district, le comté ou les comtés-unis voisins.

L'avis pour les provinces de Québec et Manitoba sera publié en anglais et en français.

Un exemplaire en manuscrit de l'avis devra être signifié, à l'instance du pétitionnaire, à la personne d'avec laquelle il veut divorcer, si le lieu de la résidence de cette dernière peut être connu; et la preuve de cette signification ou de la diligence faite pour l'effectuer, doit être produite sur déclaration faite en vertu de l'acte passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour la suppression des serments volontaires et extra judiciaires devant le Sénat, et à sa satisfaction lors de la lecture de la pétition.

3207 EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin

required to pay the clerk of the Senate or the accountant of the House of Commons (as the case may be) a sum of \$200 and the cost of printing the Act in the statutes, and lodge the receipt of the same with the clerk of the committee to which such bill is referred—such payment to be made immediately after the second reading, and before the consideration of the bill by such committee. The fee payable on any private bill is paid only in the House in which its originates.

No petition for a Private Bill is received by either House after the first ten days of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.
JOHN GEORGE BOURINOT,
Clerk of the Commons.

And further, with respect to the House of Commons, it is ordered under Resolution of 20th April, 1883, that

"All Private Bills for Acts of Incorporation shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the *General Acts* relating to the details to be provided for by such Bills;—special grounds shall be established for any proposed departure from this principle, or for the introduction of other provisions as to such details, and a note shall be appended to the Bill indicating the provisions thereof, in which the *General Act* is proposed to be departed from; Bills which are not framed in accordance with this *Rule*, shall be re-cast by the promoters, and reprinted at their expense, before any Committee passes upon the *Clauses*.

J. G. BOURINOT,
Clerk of Commons

Rules of the Senate relating to Notice for Bills of Divorce.

72. Every Applicant for a Bill of Divorce is required to give notice of his intention so to do, and to specify from whom and for what cause, by advertisements, during six months, in the *Canada Gazette*, and in two newspapers published in the District, in Quebec and Manitoba, or in the County, or Union of Counties in the other Provinces, where such applicant usually resided at the time of the separation, or if the requisite number of papers cannot be found therein, then in the adjoining District, or County, or Union of Counties.

The notice for the Provinces of Quebec and Manitoba is to be published in the english and french languages.

73. A copy of the notice, in writing, is to be served at the instance of the applicant, upon the person from whom the Divorce is sought, if the residence of such person can be ascertained; and proof on declaration under the Act passed in the thirty seventh year of Her Majesty's Reign intitled: "An Act for the suppression of voluntary and extra judicial oaths," of such service, or of the attempts made to effect it, to the satisfaction of the Senate, is to be adduced before the Senate on the reading of the Petition.

3208 EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIF COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway,

de ter, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou gué, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des

a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the survey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for an object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which

chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.
BOUCKER DE BOUCHERVILLE.
 3813 G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills Privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les places qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-levis et les dimensions de ce pont-levis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amenement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de

such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE.
 3814 G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporations, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either or such newspapers in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or

ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. DELORME,

15

Greffier de l'Assemblée Législative

Demandes au Parlement.

AVIS.

Avis public est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser "The Imperial Insurance Company," de contracter et de poursuivre et d'être poursuivie au nom de la compagnie, en la province de Québec, et pour d'autres fins.

LUNN & CRAMP,
Solliciteurs des Requérants.

Montréal, 11 janvier 1887.

399

Avis est par le présent donné que le Dr. Joseph Sanche, fera une demande à la prochaine session de la Législature de Québec, pour obtenir une licence, afin d'exercer sa profession dans la Province de Québec.

ETHIER & PELLETIER,
Solliciteurs du Requérant.

Montréal, 21 janvier 1887.

385

AVIS.

Demande sera faite à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir des amendements à l'acte d'incorporation de la "Jeffery Hale's Hospital of the city of Quebec," pour augmenter le nombre de gouverneurs, pour changer le mode de leur nomination et pour d'autres fins.

DAVID A. ROSS,
Solliciteur des Requérants.

Québec, 19 janvier 1887.

297 2

french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in english and 500 copies in French, and also \$2 per page of printed matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

16

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to Parliament.

NOTICE.

Public notice is hereby given, that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to enable "The Imperial Insurance Company," to contract, and to sue and be sued in the province of Quebec, in the name of the company, and for other purposes.

LUNN & CRAMP,
Sollicitors for Applicants.

Montreal, 11th January, 1887.

400

Notice is hereby given that Dr. Joseph Sanche, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a license to practice his profession, in the Province of Quebec.

ETHIER & PELLETIER,
Attorneys for Petitioner.

Montreal, 21st January, 1887.

386

NOTICE.

Application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for amendments to the act of incorporation of the Jeffery Hale's Hospital of the city of Quebec, to increase number of governors, to change the mode of their appointment and for other purposes.

DAVID A. ROSS,
Sollicitor for applicants.

Quebec, 19th January, 1887.

293

AVIS.

Qu'une application sera faite à la législature de Québec, demandant un acte pour détacher de la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, pour les fins électorales, municipales et scolaires les lots de terre Nos. 19, 20, 21 et 22, du 2ème rang, les lots Nos. 19, 20 et 21, du 3ème rang, et les lots Nos. 19 et 20, du 4ème rang dans le canton de Warwick, pour les annexer à la municipalité du township de Warwick, dans le comté d'Arthabaska pour les dites fins électorales, municipales et scolaires. 3 7 2

AVIS.

Que les habitants franc-tenanciers de la paroisse de Sainte-Elizabeth de Warwick, s'adresseront à la législature de Québec, pour un acte les détachant de la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, pour les fins électorales, municipales et scolaires, et les incorporant en municipalité distincte pour les dites fins électorales, municipales et scolaires, sous le nom de "La corporation de la paroisse de Sainte-Elizabeth de Warwick"; les détachant du comté de Drummond, et les annexant au comté d'Arthabaska. Les limites de cette nouvelle municipalité devront être celles de la paroisse canonique et civile de Sainte-Elizabeth de Warwick, telle que maintenant érigée par décret des commissaires civils du diocèse de Nicolet. 305 2

AVIS PUBLIC.

Demande sera faite aux chambres de la province de Québec, à la prochaine session, d'un acte incorporant "La Compagnie du chemin de fer de Saint-Gabriel de Brandon."

L'objet de cette compagnie est la construction, l'équipement, le maintien et l'exploitation d'un chemin de fer partant du ou près du village de Saint-Gabriel de Brandon, et allant jusqu'au village de Saint-Félix de Valois.

DAVID & LAURENDEAU,
Avocats procureurs des requérants.

Montréal, 7 janvier 1887. 127 3

AVIS.

Demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à l'acte d'incorporation de la "Quebec Young Mens Christian Association," afin de placer la propriété immobilière de la dite association entre les mains des syndics et l'administration d'icelles entre les mains du comité général, et pour d'autres fins.

A. ROBERTSON,
Soliciteur des Requerants. 163 2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en faveur de la compagnie de chemin de fer de la Vallée d'Ottawa et de la Gatineau, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte d'incorporation de la dite compagnie, en l'autorisant à s'amalgamer avec d'autres compagnies des chemin de fer, en prolongeant le temps pour l'achèvement du dit chemin de fer, en lui donnant le pouvoir d'émettre des hypothèques de première main sur prêts hypothécaires de première main et étendant son pouvoir quant à la construction des lignes d'embranchement et autrement pour amender le dit acte d'incorporation et pour d'autres fins.

H. B. MACKINTOSH,
Secrétaire de la dite compagnie.
Daté à Ottawa, 5 janvier 1887. 157 3

NOTICE.

Application will be made to the Legislature of Quebec, for an act to detach from the municipality of Kingsey Falls, in the county of Drummond, for electoral municipal and school purposes, the lots of lands Nos. 19, 20, 21 and 22, of the second range, lots Nos. 19, 20 and 21, of the 3rd range, and lots Nos. 19 and 20, of the 4th range, in the township of Warwick, and annex them to the municipality of the township of Warwick, in the county of Arthabaska, for the said electoral, municipal and school purposes. 308

NOTICE.

The resident freeholders of the parish of Sainte Elizabeth de Warwick, will apply to the legislature of Quebec, for an act to detach them from the municipality of Kingsey Falls, in the county of Drummond, for electoral, municipal and school purposes, and to incorporate them into a distinct municipality for the aforesaid electoral, municipal and school purposes, under the name of "The corporation of the parish of Sainte Elizabeth de Warwick"; to detach them from the county of Drummond, and annex them to the county of Arthabaska. The limits of such new municipality to be those of the parish of Sainte Elizabeth de Warwick, as now canonically and civilly erected, by decree of the civil commissioners of the diocese of Nicolet. 306

PUBLIC NOTICE.

Application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Saint Gabriel de Brandon Railway Company."

The object of such company is the construction, the equipment, the maintenance and the working of a railway starting from or near the village of Saint Gabriel de Brandon, and running to the village of Saint-Félix de Valois.

DAVID & LAURENDEAU,
Attorneys for Petitioners.

Montreal, 7th January, 1887. 128

NOTICE.

Application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for amendments to the act incorporating the Quebec Young Mens Christian Association, to place the real property of the said association in the hands of trustees and the management thereof in those of the general committee and for other purposes.

A. ROBERTSON,
Solicitor for Applicants. 164

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of the Ottawa and Gatineau Valley railway company for an act to amend the act of incorporation of said company, by empowering it to amalgamate with other railway companies, by extending the time for the completion of the said railway, by empowering it to issue mortgage bonds secured by trust mortgage, by extending its powers to the building of branch lines and otherwise to amend said act of incorporation and for other purposes.

H. B. MACKINTOSH,
Secretary of the said company.
Dated at Ottawa, 5th January, 1887. 158

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation d'une compagnie devant être connue comme "The Dominion Lime Company", avec le pouvoir de manufacturer et vendre de la chaux et d'en faire un commerce général et aussi avec le pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer d'un point sur la ligne principale du chemin de fer Québec Central, en le canton de Dudswell, en le comté de Wolfe, jusqu'à la carrière de chaux de la dite Compagnie, en le dit canton de Dudswell, et avec le pouvoir de continuer le dit chemin de fer de cet endroit jusqu'au point le plus praticable pour joindre la branche de Québec du chemin de fer Grand-Tronc.

IVES, BROWN & FRENCH,
Soliciteurs des Requérents.
12 janvier 1887. 211 3

Canada,
Province of Québec. }
AVIS PUBLIC.

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, un bill l'autorisant à être admis à la profession d'avocat, après l'examen ordinaire, bien qu'il ne soit pas sous brevet.

GONZALVE L. DESAULNIERS,
Requérant.
ADAM & DUHAMEL,
Procureurs. 167 3

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte incorporant une compagnie sous le nom de Compagnie de Prêts.

LACOSTE, GLOBENSKY,
BISAILLON & BROSSEAU,
Procureurs des Requérents
Montréal, 3 janvier 1887. 73 3

AVIS PUBLIC.

Avis public est donné par les présentes, que la cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte qui amende sa charte pour les fins suivantes : 1° modifier le cens électoral ; 2° étendre les pouvoirs du bureau des révisers ; 3° faire certains changements dans le mode de cotisation ; 4° faire un emprunt pour certains objets ; 5° faciliter le mode de perception des taxes ; 6° amender la 1ère section de l'acte 48 Vict., Chap. 67 ; 7° amender la section 4 de l'acte 37 Vict., Chap. 51 ; 8° amender la section 26 de l'acte 41 Vict., Chap. 6 ; 9° pour adopter un mode de réduction d'évaluation pour une période limitée dans le cas des usines de la Compagnie du Pacifique Canadien, à Hochelaga.

CHS. GLACKMEYER,
Greffier de la Cité.
Hotel-de-Ville,
Montréal, 12 janvier 1887. 159 3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en faveur de la Compagnie de Chemin de Fer de Colonisation d'Ottawa, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte d'incorporation de la dite compagnie, en l'autorisant à s'amalgamer avec d'autres compagnies de chemin de fer, en prolongeant le temps de l'achèvement du dit chemin de fer, en étudiant son pouvoir quant à la construction des lignes d'embranchement et autrement afin d'amender le dit acte d'incorporation et pour d'autres fins.

H. B. MACKINTOSH,
Secrétaire de la dite Compagnie.
Daté à Ottawa, 5 janvier 1887. 155 3

Public notice is hereby given that at the next session of the Quebec Legislature, application will be made for the incorporation of a Company to be known as "The Dominion Lime Company", with power to manufacture and sell lime, and general trading powers and also with power to construct and operate a railway from a point on the main line of the Quebec Central railway, in the township of Dudswell, in the county of Wolfe, to the lime quarry of said Company, in said township of Dudswell, and with power to continue said railway from thence to the most practicable point to reach on the Quebec branch of the Grand Trunk Railway.

IVES, BROWN & FRENCH,
Solicitors for Applicants.
January 12th, 1887. 212

Canada,
Province of Québec. }
PUBLIC NOTICE.

The undersigned give notice that he will apply to the provincial Legislature, at its next session, for an act to authorize him to be admitted to the profession of advocate, after the usual examination although he is not under articles.

GONZALVE L. DESAULNIERS,
Petitioner.
ADAM & DUHAMEL,
Attorneys. 168

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at the next session, for an act incorporating a company under the name of *Compagnie de Prêts*.

LACOSTE, GLOBENSKY,
BISAILLON & BROSSEAU,
Solicitors for Applicants.
Montreal, January 3rd, 1887. 74

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend its charter for the following purposes : 1° to modify the qualifications of electors ; 2° to extend the powers of the board of revisers ; 3° to make certain changes in the mode of taxation ; 4° to make loans for certain purposes ; 5° to facilitate the mode of collecting taxes ; 6° to amend section 1 of the act 48 Vict., Chap. 67 ; 7° to amend section 4 of the act 37 Vict., Chap. 51 ; 8° to amend section 26 of the act 41 Vict., Chap. 6 ; 9° to adopt a reduced basis of valuation for a limited period in the case of the Canadian Pacific Railway Company's Workshop, at Hochelaga.

CHS. GLACKMEYER,
City Clerk.
City Hall,
Montreal, 12th January, 1887. 170

Notice is hereby given, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of the Ottawa Colonization Railway Company, for an act to amend the act of incorporation of said company, by empowering it to amalgamate with other Railway Companies, by extending the time for the completion of the said Railway, by extending its power as to the building of branch lines and otherwise to amend said act of incorporation and for other purposes.

H. B. MACKINTOSH,
Secretary of said Company.
Dated at Ottawa, 5th January 1887. 156

Avis est par le présent donné que Hugh Paton, des cité et district de Montréal, écuyer, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de l'autoriser à construire un pont sur une branche de la rivière connue comme Rivière des Prairies, en la paroisse de Saint-Martin, en le comté de Laval, en le district de Montréal, à savoir: depuis l'île Bourdeau, dans la dite Rivière jusqu'à la terre fermée sur le côté nord de la dite rivière, et pour s'étendre depuis le lot 678 jusqu'au lot 64, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Martin, les deux lots étant la propriété du requérant.

MACMASTER, HUTCHINSON,
WEIR & MACLENNAN,
Procureurs du dit Requérant.
Montréal, 4 janvier 1887. 49 4

Demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'incorporer "The Peoples' Electric Railway Company and Water Power," pour la construction de chemins de fer de certains points dans ou près de la cité de Montréal à des points ailleurs, sur l'île de Montréal, et pour distribuer et fournir la lumière électrique.

4239 5 DAVIDSON & BEDARD,
Procureurs des Requérants.

Avis public est par le présent donné, que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, à l'effet d'obtenir un acte pour incorporer l'Union Musicale de Québec.

CHS. DARVEAU,
Procureur de la requérante.
5 janvier 1887. 23 4

AVIS

Est donné qu'il sera fait application à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une charte à l'effet d'incorporer une compagnie ayant le pouvoir et le privilège de construire un chemin de fer depuis Saint-Athanase ou Versailles, dans le comté d'Iberville, ou de tout autre endroit dans le dit comté passant la dite voie ferrée, par Saint-Grégoire, dans le dit comté d'Iberville, par Marieville ou Sainte-Angèle, Saint-Jean-Baptiste ou Rougemont, dans le comté de Rouville et par Saint-Damase, les paroisses et la cité de Saint-Hyacinthe, Saint-Barnabé et Saint-Judes, comté de Saint-Hyacinthe, Saint-Louis, Saint-Aimé, Saint-Robert, Sorel ou tout autre endroit dans les comtés de Rouville, Richelieu, Saint-Hyacinthe et Iberville, et de manière à toucher à un ou à plusieurs points, la Rivière Richelieu et le fleuve Saint-Laurent, avec droit et pouvoir de construire un embranchement de Saint-Judes à Saint-Denis, et à tous autres points avantageux, et les ponts et lignes de télégraphe jugés nécessaires par la dite compagnie pour l'exploitation de sa voie ferrée et pour faire revivre la charte de "La compagnie du chemin de fer des Comtés Unis," chap. 90, de la 46^e Vict.

L. F. MORISON,
Avocat des Pétitionnaires.
Saint-Hyacinthe, 27 décembre 1886. 4315 5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 42-43 Victoria, chapitre 73, intitulé: "Acte pour incorporer Le Collège théologique Wesleyan de Montréal" dans le but d'accorder au dit collège théologique Wesleyan de Montréal, le pouvoir de conférer des degrés en théologie et pour d'autres fins.

MACLAREN, LEET, SMITH & ROGERS,
Solliciteurs des Requérants.
Montréal, 27 décembre 1886. 4317 5

Notice is hereby given that Hugh Paton of the city and district of Montreal, esquire, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to authorize him to build a bridge over a branch of the river known as the Rivière des Prairies, in the parish of Saint Martin, in the county of Laval, in the district of Montreal, namely: from Bourdeau's Island, in the said river to the main land on the north side of said river, and to extend from lot 678 to lot 64, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Martin, both lots being the property of the said applicant.

MACMASTER, HUTCHINSON,
WEIR & MACLENNAN,
Attorneys for the said Applicant.
Montreal, 4th January, 1887. 50

Application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to incorporate the Peoples' Electric Railway Company and Water Power, for the construction of railways from points in or near the city of Montreal to points elsewhere, on the Island of Montreal, and to distribute and supply electric light.

4240 DAVIDSON & BEDARD,
Attorneys for Applicants.

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate l'Union Musicale de Québec.

CHS. DARVEAU,
Attorney for applicant.
5th January, 1887. 24

NOTICE

Is given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a charter incorporating a company having the power and privilege to construct a railway from Saint Athanase or Versailles, in the county of Iberville, or from any other point in said county, said railway passing at Saint Grégoire, county of Iberville, at Marieville or Sainte Angèle, Saint Jean Baptiste or Rougemont, in the county of Rouville and by Saint Damase, the parishes and the city of Saint Hyacinthe, Saint Barnabé and Saint Judes, county of Saint Hyacinthe, Saint Louis, Saint Aimé, Saint Robert, Sorel or any other point in the said counties of Rouville, Richelieu, Saint Hyacinthe and Iberville, so as to reach at any one or at several point, the River Richelieu or the river Saint Lawrence, with the right and power to build a branch from Saint Jules to Saint Denis, and to all other advantageous point, also the bridges and telegraph lines found necessary by said company for the working of its railway and to have re-enacted the charter of "The United Counties railway company," chap. 90, of 46 Vict.

L. F. MORISON,
Attorney for the Petitioners.
Saint Hyacinthe, 27th December, 1886. 4316

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at his next session, for an Act to amend the Act 42-43 Victoria, chapter 73, intituled: "An Act to incorporate the Wesleyan Theological College of Montreal" for the purpose of granting to the said the Wesleyan Theological College of Montreal, the power to confer degrees in divinity, and for other purposes.

MACLAREN, LEET, SMITH & ROGERS,
Solicitors for Applicants
Montreal, December 27th, 1886. 4318

DEMANDE A LA LEGISLATURE.

Le Maire et Conseil-de-Ville de Saint-Hyacinthe, donnent avis, par les présentes, qu'ils demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, des amendements à l'Acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe, à l'effet d'augmenter les pouvoirs du dit Conseil, de changer les limites des différents quartiers, définir les pouvoirs du dit Conseil quand aux annexions de territoires et agrandir les limites de la dite cité et autres amendements jugés nécessaires dans l'intérêt de la dite cité.

Saint-Hyacinthe, 24 décembre 1886.

J. O. GUERTIN,
Secrétaire-Trésorier

4255 5 de la Cité de Saint-Hyacinthe.

AVIS

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir les amendements ci-après mentionnés à l'acte 44-45 Victoria, chap. 82, intitulé : "Acte pour faciliter le paiement de la dette encourue et des dépenses à faire pour la construction de l'église catholique de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et pour amender l'acte 43-44 Victoria, chapitre 37." Des amendements demandés seront les suivants : 1^o Section 5 en ajoutant à la 3^e ligne après le mot "par les" le mot "habitants" ; 2^o Section 6 en ajoutant à la 5^e ligne après le mot "des" le mot "habitants" et en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe de cette section ce qui suit : "et comprendra non-seulement les propriétés cotisées dans la ou les répartitions précédentes mais de plus toutes autres propriétés en possession des francs-tenanciers catholiques de la dite paroisse lors de telle nouvelle répartition" ; 3^o En ajoutant comme deuxième paragraphe à la section 7, les mots suivants : L'élection des trois habitants francs-tenanciers qui a été faite pour les fins du dit acte 44-45 Vict., ch. 82, est par les présentes déclarée valide bien qu'elle ait été faite par assemblées des habitants francs-tenanciers de la dite paroisse convoquées à cette fin, et tous actes, titres ou documents quelconques signés par les marguilliers formant le banc de l'œuvre de la dite paroisse conjointement avec les dits trois habitants francs-tenanciers ainsi élus sont par les présentes déclarés légaux et valides à toutes fins que de droit.

CHS. C. DE LORIMIER,
Avocat des Requérants.

Montréal, 5 janvier 1887. 87 4

Demande sera faite à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour incorporer la compagnie des tramways, de Montréal, (Montreal Tramways Company), avec pouvoir de construire et opérer, dans toutes les villes et dans tous les villages de cette province, des chemins de fer élevés, des tramways à vapeur ou par chevaux pour le transport des passagers.

ST. JEAN & CORRIVEAU,
Procureurs des Requérants.

Montréal, 14 janvier 1887. 245 2

AVIS.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer les Petits Frères de Marie des Ecoles dit Frères Maristes, avec le pouvoir de tenir un noviciat et de diriger les Ecoles en cette Province.

Le Directeur,
FRÈRE CÉSIDIUS.
Iberville, le 18 janvier 1887. 361

APPLICATION TO THE LEGISLATURE.

The Mayor and City Council of Saint Hyacinthe, give notice, that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for amending the Incorporation Act of the city of Saint Hyacinthe, for increasing the powers of the said Council, to change the limits of the different wards, to determine the power of the said Council as to annexions of territory, and to enlarge the limits of the said city and other amendments which may be found necessary in the interest of the said city.

Saint Hyacinthe, 24th December, 1886.

J. O. GUERTIN,
Secretary Treasurer
of the City of Saint Hyacinthe.

4256

NOTICE

Is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made for the purpose of obtaining the hereinafter mentioned amendments to the Act 44-45 Victoria, Chap. 82, intituled, "An Act to facilitate the payment of the debt contracted and of the expenses to be incurred in building the Catholic Church of the parish of Saint Jean Baptiste de Montréal, and to amend the Act 43-44 Victoria, Chapter 37." The amendments prayed for are the following : 1. Section 5 by adding to the 3rd line, after the word "by the" the word "residents." 2. Section 6 by adding to the 5th line after the word "of the" the word "residents" and by adding at the end of the second paragraph of this section, the following : "And shall comprise not only the assessed properties in the preceding apportionment or apportionments, but also all other properties in the possession of the catholic free holders of said parish when such new apportionment takes place ; 3. By adding the following words as a second paragraph to section 7 : The election of the three resident free-holders which took place for the purposes of the said Act 44-45 Vict. Ch. 82, is hereby declared valid although elected by meetings of the resident free-holders of the said parish called for such purpose ; and all instruments, title deeds or documents whatsoever signed by the church wardens of the said parish, in office jointly with the said three resident free-holders thus elected, are hereby declared legal and valid for all legal purposes.

CHS. C. DE LORIMIER,
Attorney for Petitioners.

Montreal, 5th January, 1887. 88

Application will be made to the Legislature of this province, at its next session, for an act to incorporate the Montreal Tramway Company, with power to construct and operate, in all the towns and in all the villages in this province, elevated railways and tramways, by steam or drawn by horses, for the consequence of passengers.

ST. JEAN & CORRIVEAU,
Attorneys for Petitioners,
Montreal, 14th January, 1887. 246

NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate The Little Brothers of Mary of the Schools, called also Mariist Brothers, with power to conduct a novitiate to teach and direct Schools in this Province.

The Director,
BROTHER CÉSIDIUS.
Iberville, 18th January, 1887. 362

Avis Divers.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 774.

Avis est par les présentes donné que Dame Mary Ann MacKay, de Montréal, épouse de Robert Gair, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

T. C. DE LORIMIER,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 23 janvier 1887. 425

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 82.

Avis est par les présentes donné que Dame Philomène Laurent dite Lortie, de Lachine, épouse de Etienne St. Denis, de la même place, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

T. C. DeLORIMIER,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 26 janvier 1887. 427

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Lucy Ann Higgins, du canton de Magog, en le district de Saint-François, épouse de Richard Moses Garnold, du même lieu, cultivateur, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un des juges de la Cour Supérieure de Sa Majesté,

Demanderesse;

vs.

Le dit Richard Moses Garnold,

Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, intentée en cette cause.

LAWRENCE & MORRIS,
Procureurs de la Demanderesse.
Sherbrooke, 25 janvier 1887. 411

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe }
No. 370.

Dame Hermine Brodeur, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse de Damien Chaput, marchand, du même lieu, la dite dame dûment autorisée en justice aux fins des présentes,

Demanderesse;

vs.

Le dit Damien Chaput, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

FONTAINE & ST. JACQUES,
Avocats de la Demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 22 janvier 1887. 397

DISTRICT ELECTORAL DE SAINT-JEAN.

ETAT des dépenses de l'élection du 14 octobre 1886, tel qu'il appert par les comptes produits par Elz. Paradis, écuyer, agent de F. G. Marchand, écuyer, et de P. Pelletier, écuyer, fait par lui-même.

Frais de voyage et de pension de P. Pelletier. \$14.00
Copies de listes électorales pour F. G. Marchand. 10.00
Impression et avis pour F. G. Marchand. 21.05
Dépenses de voyage et pension de F. G. Marchand. 60.00

Total.....\$91.05

J. P. CARREAU,
Officier-Rapporteur.

Saint-Jean, 14 décembre 1886. 405

Miscellaneous Notices

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 774.

Notice is hereby given that Dame Mary Ann MacKay, of Montreal, wife of Robert Gair, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

T. C. DE LORIMIER,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 26th January, 1887. 425

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 82.

Notice is hereby given that Dame Philomène Laurent dite Lortie, of Lachine, wife of Stephens St. Denis, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

T. C. DeLORIMIER,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 26th January, 1887. 423

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Lucy Ann Higgins, of the township of Magog, in the district of Saint Francis, wife of Richard Moses Garnold, of the same place, farmer, and duly authorized for the purpose hereof to ester en justice by one of Her Majesty's justices of the Superior Court,

Plaintiff

vs.

The said Richard Moses Garnold,

Defendant.

An action en séparation de corps et de biens has, this day, been instituted in this cause.

LAWRENCE & MORRIS,
Attorney's for Plaintiff.
Sherbrooke, 25th January, 1887. 412

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Hyacinthe. }
No. 370.

Dame Hermine Brodeur, of the city and district of Saint Hyacinthe, wife of Damien Chaput, merchant, of the same place, the said dame judicially authorized these presents,

Plaintiff;

vs.

The said Damien Chaput, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day in this cause.

FONTAINE & ST. JACQUES,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Hyacinthe, 22nd January, 1887. 393

ELECTORAL DISTRICT OF SAINT JEAN.

STATEMENT of the expenses of the election of the 14th October, 1886, as appears by the accounts filed by Elz. Paradis, esquire, agent of F. G. Marchand, esquire, and of P. Pelletier, esquire, incurred by himself.

Travelling expenses and board of P. Pelletier.....\$14 00
Copies of electoral lists for F. G. Marchand. 10 00
Printing and notices for F. G. Marchand.... 21 05
Travelling expenses and boards for F. G. Marchand..... 60 00

Total.....\$91 05

J. P. CARREAU,
Returning Officer.

Saint Jean, 14th December, 1886. 406

Canada,
Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 248.

Malvina Beauchamp, de la cité et du district de Montréal, épouse de Gustave Arthur Lamontagne, commerçant, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Gustave Arthur Lamontagne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse.

ADAM & DUHAMEL,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 janvier 1887. 347 2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*
No. 521.

Dame Georgianna Duval, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, épouse de Emmanuel Crépeau, commerçant de bois, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Emmanuel Crépeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

C. B. GUILLET,
Avocat de la Demanderesse.

Trois-Rivières, 30 décembre 1886. 61 4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des Lettres-Patentes incorporant une compagnie pour les fins ci-après mentionnées, savoir :

1. Le nom proposé de la compagnie est la "Dominion Shoe Company."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est la manufacture et vente de chaussures.

3. Le lieu principal d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Québec.

4. Le montant du capital de la dite compagnie est de dix mille piastres.

5. Le nombre des actions sera de deux cents, de cinquante piastres chacune.

6. Les noms au long et l'adresse de chacun des requérants sont : Joseph H. Lachance, commis ; J. Silfrid Dion, J. Alphonse Langlois, Pierre Boissonneau, O. Napoléon Shink, Uldéric Trépanier, Zéphirin Crépault, Joseph Poitras, cordonnier, et Peter Lane, comptable, tous la cité de Québec, et qui seront les neuf premiers directeurs de la compagnie.

LS. LECLERC,
Notaire pour les requérants.

Québec, 13 janvier 1887. 207 3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Catherine Adelaïde Finn, de la cité et du district de Montréal, épouse de Hugh John McCready, manufacturier de chaussures, de la dite cité de Montréal, et dûment autorisée en justice à ester en jugement. Demanderesse ;

vs.

Le dit Hugh John McCready, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 27 septembre 1886.

ST-PIERRE, GLOBESKY & BUSSIÈRES,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 4 janvier 1887. 65 4

Canada,
Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 248.

Malvina Beauchamp, of the city and district of Montreal, wife of Gustave Arthur Lamontagne, merchant, of same place,
Plaintiff ;

vs.

The said Gustave Arthur Lamontagne, Defendant.

An action for separation of property has been, this day, instituted by plaintiff.

ADAM & DUHAMEL,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, January 19th, 1887. 348

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 521.

Dame Georgianna Duval, of the parish of Saint Jean-Baptiste de Nicolet, wife of Emmanuel Crépeau, lumber trader, of the same place, duly authorized to ester en justice.
Plaintiff ;

vs.

The said Emmanuel Crépeau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

C. B. GUILLET,
Attorney for Plaintiff.

Three Rivers, December 30th, 1886. 62

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, for letters patent to incorporate a company for the purposes hereinafter set forth, namely :

1. The corporate name of the company is the "Dominion Shoe Company."

2. The object for which the incorporation is sought is the manufacture and sale of shoes.

3. The chief place of business of the company will be in the city of Québec.

4. The amount of the capital stock is to be ten thousand dollars.

5. The number of shares to be two hundred of fifty dollars each.

6. The names in full and address of each of the applicants are : Joseph H. Lachance, clerk ; J. Silfrid Dion, J. Alphonse Langlois, Pierre Boissonneau, O. Napoléon Shink, Uldéric Trépanier, Zéphirin Crépault, Joseph Poitras, shoemaker, and Peter E. Lane, accountant, all of the city of Québec, and who will be the first directors of the company.

LS. LECLERC,
Notary on behalf of the applicants.

Quebec, 13th January, 1887. 208

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Catherine Adelaïde Finn, of the city and district of Montreal, wife of Hugh John McCready, shoe manufacturer, of the city of Montreal, and duly authorized in justice to ester en jugement. Plaintiff ;

vs.

The said Hugh John McCready, Defendant.

An action en séparation de biens, has been instituted by the plaintiff against the defendant, the 27th of September, 1886.

ST-PIERRE, GLOBESKY & BUSSIÈRES,
Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 4th January, 1887. 66

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par les personnes ci après nommées en conformité de l'acte concernant les compagnies à fonds social, pour obtenir des Lettres-Patentes sous le grand sceau de la province de Québec, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions du dit acte, sous le nom et dans le but ci après mentionné.

a. Le nom proposé de la compagnie sera "The Templeton and Blanche River Mining Company."

b. Le but pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquiescer certains terrains à phosphate situés dans le township de Templeton, sur la rivière Blanche, d'extraire et vendre le phosphate, d'acheter, développer et vendre tous terrains miniers, d'acheter et vendre le phosphate, de manufacturer, exporter et mouler le phosphate pour le commerce.

c. Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

d. Le fonds social de la dite compagnie sera de trente-trois mille piastres.

e. Les actions au nombre de trois cent trente et de cent piastres chacune.

f. Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants sont comme suit : William Cassils, marchand, Honoré Beaugrand, journaliste, Louis Sutherland, gentilhomme, Samuel C. Stevenson, gentilhomme, Philips Ross, comptable, Hugh Graham, journaliste, Henry L. Reddy, médecin, Dixon Anderson, agent, John Beattie, marchand, Alexander W. Rudolph, comptable, et Arthur M. Perkins, agent, tous de la cité et du district de Montréal, et sujets de Sa Majesté. Les premiers directeurs de la dite compagnie seront les dits William Cassils, Honoré Beaugrand, Samuel C. Stevenson, Hugh Graham, Dixon Anderson, Arthur M. Perkins.

MERCIER, BEAUSOLEIL,
CHOQUET & MARTINEAU,

Procureurs *ad litem* des dits Requérants.
Montréal, 12 janvier 1887. 165 3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St-Hyacinthe. } No. 356.
Dame Zoé Leclerc, du village d'Acton Vale, district de St-Hyacinthe, épouse d'Athanase Dussault, entrepreneur et menuisier, du même lieu, la dite Dame dûment autorisée en justice aux fins des présentes. Demanderesse ;

vs

Le dit Athanase Dussault. Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.
St-Hyacinthe, 31 décembre 1886.

FONTAINE & ST-JACQUES,

25 4 Avocats de la Demanderesse.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
No. 148.

Dame Audélie Bilodeau, de la paroisse de Sainte-Julie de Somerset, épouse de Jacques François Goulette, ferblantier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAURIER & LAVERGNE,

Avocats de la Demanderesse.
Arthabaskaville, 3 janvier 1887. 57 4

Les soussignés donnent avis par les présentes qu'ils s'adresseront à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, pour obtenir une

Notice is hereby given that within a month after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to the Lieutenant Governor in council, by the persons hereinafter named in conformity with the act respecting the incorporation of joint stock companies, to obtain Letters Patent under the great seal of the province of Quebec, constituting them and such other persons as shall become shareholders of the company to be created a body politic and incorporated under the provisions of the said act, under the name of and for the purposes hereinafter mentioned :

a. The intended name of the company to be "The Templeton and Blanche River Mining Company."

b. The objects for which the incorporation is sought and applied for are to acquire certain phosphate lands situate in the township of Templeton, in the Blanche River, to mine and sell phosphate, to buy, develop and sell mining lands, to buy and sell phosphate, to manufacture, export and grind phosphate for market.

c. The chief and head office of business of the company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

d. The capital stock of the said company will be \$33,000.

e. The number of shares will be of 330 of \$100 each.

The names in full, residences and professions of the applicants are as follows : William Cassils, merchant, Honoré Beaugrand, journalist, Louis Sutherland, gentleman, Samuel C. Stevenson, gentlemen, Philip S. Ross, accountant, Hugh Graham, journalist, Henry L. Reddy, physician, Dixon Anderson, agent, John Beattie, merchant, Alexander W. Rudolph, accountant and Arthur M. Perkins, agent, all of the city and district of Montreal, and subjects of Her Majesty. The provisional directors of the said company to be the said William Cassils, Honoré Beaugrand, Samuel C. Stevenson, Hugh Graham, Dixon Anderson and Arthur M. Perkins.

MERCIER, BEAUSOLEIL,
CHOQUET & MARTINEAU,

Attorneys *ad litem* of the said Petitioners.
Montreal, 12th January, 1887. 166

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of St-Hyacinthe. } No. 356.
Dame Zoé Leclerc, of the village of Acton Vale, district of St-Hyacinthe, wife of Athanase Dussault, undertaker and joiner, of the same place, the said Dame judicially authorized for these presents. Plaintiff ;

vs

The said Athanase Dussault. Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day in this cause.
St-Hyacinthe, 31st December, 1886.

FONTAINE & ST-JACQUES,

26 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court.—District of Arthabaska.
No. 146.

Dame Audélie Bilodeau, of the parish of Sainte-Julie de Somerset, wife of Jacques François Goulette, tinsmith, of the same place, duly authorized to ester en justice, has instituted an action against her said husband for separation of property.

LAURIER & LAVERGNE,

Attorneys for Plaintiff.
Arthabaskaville, 3rd January, 1887. 58

The undersigned hereby give notice that they will apply to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, in virtue of the provisions of the joint stock companies incorporation act, for a charter under the name of "The Cana-

charte sous le nom de "Canadian shoe company of Quebec." L'objet de la compagnie est de fabriquer et vendre des chaussures.

L'endroit choisi comme principale place d'affaires de la compagnie est la cité de Québec.

Le fonds social sera de huit mille piastres, divisé en cent soixante actions de cinquante piastres chacune.

Les noms, résidences et professions des requérants sont comme suit: Désiré Guay, marchand de cuir; Moïse Hamel, corroyeur; Jean-Baptiste Lamontagne, Joseph Beaupré, Louis Binet, Louis Shink, Joseph Edouard Comtois, Eugène Bedard, Zotique Contant, ces sept derniers cordonniers, tous de la cité de Québec; Joseph Laforte, Elzéar Filion, cordonniers, tous deux de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, et Léon Bedard, cordonnier, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, comté de Québec, tous sujets de Sa Majesté.

Les premiers directeurs seront les dits Désiré Guay, Jean-Baptiste Lamontagne, Joseph Beaupré, Zotique Contant et Elzéar Filion.

D. GUAY, JEAN-BAPTISTE LAMONTAGNE,
JOSEPH BEAUPRÉ, ZOTIQUE CONTANT,
E. FILION, JOSEPH LAFORTE,
EUGÈNE BEDARD, LOUIS BINET,
L. SHINK, LÉON BEDARD,
J. E. COMTOIS, MOÏSE HAMEL.

CHARLES GRENIER,

Notaire des Requérants.

Québec, 13 janvier 1887. 243 2

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1939.

Marie E. Th. Belinda Burland, de Chambly-Bassin, district de Montréal, épouse de Charles O'Reilly, marchand, du même lieu. Demanderesse;

vs.

Le dit Charles O'Reilly, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été ce jour, instituée par la Demanderesse.

PREFONTAINE & LAFONTAINE,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal 28 décembre 1886. 4313 5

Province de Québec, }
District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*

Dame Eugénie Eléonore Hénault, de Sorel, épouse de Ernest Rondeau, commis, du même lieu, Demanderesse;

vs.

Le dit Ernest Rondeau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

GERMAIN & GERMAIN,

Avocats de la Demanderesse.

Sorel, 22 décembre 1886. 4319 5

Avis de Faillite.

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières } *Cour Supérieure.*
L'ars l'affaire de A. J. Fortin & Frère.

Avis est par le présent donné que, le 17^e jour de janvier 1887, par ordre de la Cour, nous avons été nommé curateur des biens des dits défendeurs qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en notre bureau sous un mois.

A. I. KENT,

A. TURCOTTE,

Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montréal, 18 janvier 1887.

239

dian shoe company of Quebec." The object of the company is the manufacture of boots and shoes.

The chief place of business of the company is the city of Quebec.

The capital stock is to be eight thousand dollars, divided into one hundred and sixty shares of fifty dollars each.

The names, residences and calling of the petitioners are as follows: Désiré Guay, leather dealer; Moïse Hamel, currier, Jean Baptiste Lamontagne, Joseph Beaupré, Louis Binet, Louis Shink, Joseph Edouard Comtois, Eugène Bedard, Zotique Contant, the seven persons last mentioned are shoemakers, all of the city of Quebec; Joseph Laforte, Elzéar Filion, shoemakers, both of the parish of Saint Sauveur de Québec, and Léon Bedard, shoemaker, of the parish of l'Ancienne Lorette, county of Quebec, all subjects of Her Majesty.

The first directors will be the said Désiré Guay, Jean Baptiste Lamontagne, Joseph Beaupré, Zotique Contant and Elzéar Filion.

D. GUAY, JEAN-BAPTISTE LAMONTAGNE,
JOSEPH BEAUPRÉ, ZOTIQUE CONTANT,
E. FILION, JOSEPH LAFORTE,
EUGÈNE BEDARD, LOUIS BINET,
L. SHINK, LÉON BEDARD,
J. E. COMTOIS, MOÏSE HAMEL.

CHARLES GRENIER,

Notary of Petitioners.

Quebec, 13th January, 1887. 244

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1939.

Marie E. Th. B. Burland, of Chambly-Bassin, district of Montreal, wife of Charles O'Reilly, merchant, of same place, Plaintiff;

vs.

The said Charles O'Reilly, Defendant.
An action for separation of property has been this day, instituted by plaintiff.

PREFONTAINE & LAFONTAINE,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 28th December, 1886. 4314

Province of Quebec, }
District of Richelieu, } *Superior Court.*

Dame Eugénie Eléonore Hénault, of Sorel, wife of Ernest Rondeau, of the same place, clerk, Plaintiff;

vs.

The said Ernest Rondeau, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause.

GERMAIN & GERMAIN,

Attorneys for Plaintiff.

Sorel, 22nd December, 1886. 4320

Bankrupt Notices.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court.*
In Re: A. J. Fortin & Frère.

Notice is hereby given that on the 17th day of January, 1887, by order of the Court, we were appointed curator to the estate of the said Defendants who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. I. KENT,

A. TURCOTTE,

Curator.

Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montreal, 18th January, 1887.

290

En l'affaire de W. W. Morrow & Cie., de Robinson, Québec, faillis.

Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,
Curateur.
399

Montréal, 20 janvier 1887.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauharnois. }

Dans l'affaire de Dominique Dupuis, failli.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au quinzième jour de février prochain, 1887, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

JOHN BOYD,
Curateur.

Bureau de John Boyd,
Saint Chrysostôme, P. Q.
St-Jean Chrysostôme, 29 janvier 1887. 403

Règles de Cour.

Province de Québec, } *Cour de Circuit pour le dis-*
District de Montréal. } *trict de Montréal.*
No. 9382.

Le vingt-cinquième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-sept.

Isaac Harris et Aaron Harris, marchands de tabac, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires sous la raison sociale de "Isaac Harris & Son,"

Demandeurs;

vs.

Robert G. Taylor, du même lieu,

Défendeur;

et

Albert Nordheimer et Samuel Nordheimer, tous deux marchands, de Toronto, dans la province d'Ontario, associés et comme tels faisant affaires en la cité de Montréal, sous la raison sociale de A. & S. Nordheimer,

Opposants;

et

Divers autres opposants.

Sur motion des demandeurs il est ordonné que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Robert G. Taylor, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelées à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du Code de Procédure Civile.

CHS. BONACINA,
Député C. C. C.

393

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Le vingt-cinquième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-sept.

Présent:—M. le juge Brooks.

Jean Hughes Gendron, de la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-François, commerçant,

Demandeur;

vs.

Charles Dennis Champoux, de la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-François, commerçant, y faisant affaires sous les nom et raison de George Champoux & Fils,

Défendeurs.

Il est ordonné que les créanciers des dits défendeurs s'assemblent devant un juge de cette cour,

In the matter of W. W. Morrow & Co., of Robinson, Quebec, Insolvents.

I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,
Curator.
390

Montreal, 20th January, 1887.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauharnois. }

In the matter of Dominique Dupuis, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared open to objection until the fifteenth day of February, 1887, after which date dividends will be payable at my office.

JOHN BOYD,
Curator.

Office of John Boyd,
Saint Chrysostôme, P. Q. 404
St. Jean Chrysostôme, 29th January, 1887.

Rules of Court.

Province of Quebec, } *Circuit Court for the dis-*
District of Montreal. } *trict of Montreal.*
No. 9382.

The twenty fifth day of January, one thousand eight hundred and eighty seven.

Isaac Harris and Aaron Harris, both of the city and district of Montreal, wholesale tobacconists, there doing business as such under the name and style of Isaac Harris and Son,

Plaintiffs;

vs.

Robert G. Taylor, of the same place,

Defendant.

and

Albert Nordheimer and Samuel Nordheimer, both of Toronto, in the province of Ontario, merchants and co-partners, as such, in the city and district of Montreal, under the firm name of A. & S. Nordheimer,

Opposants.

and

Divers others opposants.

On plaintiffs motion it is ordered that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Robert G. Taylor, the Defendant in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause, in the office of the clerk of this court, in Montreal, within fifteen days of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 603rd and 604th articles of the code of civil procedure.

CHS. BONACINA,
Deputy C. C. C.

394

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

The twenty fifth day of January, one thousand eight hundred and eighty seven.

Present:—Mr. justice Brooks.

Jean Hughes Gendron, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, trader,

Plaintiff;

vs.

Charles Dennis Champoux, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, trader, there doing business under the name, style and firm of George Champoux & Fils, Defendants.

It is ordered that the creditors of the said defendants do assemble before a judge of this

au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, le deuxième jour de février prochain, à onze heures de l'avant-midi, dans le but de nommer un curateur à l'abandon fait par le défendeur, et pour toutes affaires qui pourrout leurs être légalement soumises.

Par ordre,

SHORT & CABANA,
P. C. S.

413

AVIS DE VENTE PAR ORDRE DU JUGE.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 187.

Dans l'affaire de la Beet Sugar Company, de la Province de Québec, (en liquidation.)

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, en le district de Montréal, le huitième jour d'avril, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et le quatorzième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-sept, dans une cause et numéro 187. Dans l'affaire de la Beet Sugar Company, de la Province de Québec, (en liquidation), et Henry B. Picken, liquidateur, respectivement, permettant la vente et fixant l'heure, le lieu et la manière de telle vente et l'annonce d'icelle, de certains meubles et propriétés immobilières décrits comme suit, à savoir :

Premièrement.—Toute cette étendue de terre sise et située en la ville de Farnham, en le district de Bedford, formant partie du lot numéro quarante-deux, dans le quatrième rang du lot dans le canton de Farnham, dans et située entre le chemin de la Reine et la rive nord de la rivière Yamaska, au bord de l'eau, contenue dans les bornes et limites suivantes, à savoir : bornée à l'est partie par Hubert LeBlanc et partie par la ligne qui sépare les lots numéros quarante et un et quarante-deux, à l'ouest par la compagnie de chemin de fer Stanstead, Shefford et Chambly, au nord par la dite rive de la rivière Yamaska, au bord de l'eau—avec tous les privilèges d'eau et toutes les bâtisses sus-érigées.

Deuxièmement.—Tout ce petit morceau de terre sis et situé entre la compagnie de chemin de fer Stanstead, Shefford et Chambly, et la ligne de division entre les numéros quarante-deux et quarante-trois, dans le quatrième rang, sauf et excepté les morceaux vendus à un nommé Martin et Martindale et à George Elms, le dit petit morceau présentement décrit, contenant environ un demi acre de terre en superficie, plus ou moins.

Troisièmement.—Un morceau de terre situé en la susdite ville de Farnham, formant partie des lots numéros quarante-deux, dans le quatrième rang, et quarante-deux dans le cinquième rang des lots dans le canton de Farnham; borné à l'est par la terre de la compagnie de chemin de fer Stanstead, Shefford et Chambly, au nord par la rivière, à l'ouest par la terre de Jesse Clark, et au sud par Emily Jane Fraser ou représentants, le tout tel que la dite propriété existe maintenant—avec toutes les bâtisses sus-érigées, et toutes les machines, agrès et outillages qui ont été placés sur la propriété par la dite compagnie.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'encan et à l'usage au dernier et plus haut enchérisseur, le PREMIER jour de FÉVRIER prochain, sur les lieux susdits, à Farnham susdit, à DEUX heures de l'après-midi. Conditions comptant.

H. B. PICKEN, jr.,
Liquidateur.

DAVIDSON & BEDARD,
Procureurs des Requérants. 291 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

court, at the court house, in the city of Sherbrooke, on the second day of February next, at the hour of eleven in the forenoon, for the appointment of a curator to the abandonment made by Defendant, and all matters that may be legally submitted to them.

By order,

SHORT & CABANA,
P. S. C.

414

NOTICE OF SALE BY ORDER OF JUSTICE.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 187.

In Re: The Beet Sugar Company of the Province of Quebec. (In liquidation.)

Public notice is hereby given that under and by virtue of judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the eighth day of April, one thousand eight hundred and eighty five, and on the fourteenth day of January, one thousand eight hundred and eighty seven, in a cause and number 187. In Re: The Beet Sugar Company, of the Province of Quebec (In liquidation), and Henry B. Picken, liquidator, respectively, allowing the sale and fixing the time, place and manner of such sale, and the advertising thereof, of certain moveable and immoveable properties described as follows, to wit :

Firstly.—All that tract or parcel of land lying and being in the town of Farnham, in the district of Bedford, forming part of lot number forty two, in the fourth range of lot in the township of Farnham, in and situated between the Queens highway and the north bank of the Yamaska river, at the waters edge, contained in the following limits and boundaries, namely; bounded to the east partly by Hubert LeBlanc and partly by the line dividing lots numbers forty one and forty two, on the west by the Stanstead, Shefford and Chambly Railway Company; on the north by the said bank of Yamaska river, at waters edge—with all the water privilege and all the buildings thereon erected.

Secondly.—All that small piece of land situated and lying between the Stanstead, Shefford and Chambly Railroad Company, and the division line between numbers forty two and forty three, in the fourth range, save and except the pieces sold to one Martin and Martindale and to George Elms, the said small piece presently described, containing about half an acre of land in superficies, more or less.

Thirdly.—A piece or parcel of land situated in the aforesaid town of Farnham, forming part of lots number forty two, in the fourth range, and forty two, in the fifth range of lots in the township of Farnham; bounded on the east by the land of the Stanstead, Shefford and Chambly Railroad Company, on the north by the river, on the west by the land of Jesse Clark, and on the south by Emily Jane Fraser or representatives, the whole as the said property now subsists—with all the buildings thereon erected, and all the machinery, plant and fixtures, which have been placed on the property by the said company.

The property above described will be put up to auction, and adjudged to the last and highest bidder, on the FIRST day of FEBRUARY now next, on the aforesaid premises, at Farnham aforesaid, at TWO of the clock in the afternoon, Terms cash.

H. B. PICKEN, jr.,
Liquidator.

DAVIDSON & BEDARD,
Attorneys for Petitioner. 292
[First published, 22nd January, 1886.]

Licitation.

Province de Québec,
District de Bedford.
No. 3458.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le vingt-cinquième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-six, sous le numéro 3458, dans laquelle Elizabeth L. Lee, du township de Dunham, dans le dit district, épouse commune en biens de Joseph Lee, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari à ester en justice en cette cause, et le dit Joseph Lee, aux fins d'autoriser et assister sa dite épouse à ester en justice en cette cause, sont demandeurs, et George R. Lee, Emily V. Lee et Flora R. Lee, tous trois de la paroisse de Saint-Armand-Est, dans le dit district, et Hannah P. Lee, du township de Dunham susdit, épouse commune en biens de Benjamin Selby, du même lieu, et dûment autorisée par son dit mari à ester en justice en cette cause, et le dit Benjamin Selby, aux fins d'autoriser et assister sa dite épouse à ester en justice en cette cause, sont défendeurs; ordonnant la vente par licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

Un certain morceau ou lopin de terre étant quinze acres de terre, formant partie du lot numéro trois, dans le quinzième rang des lots de la seigneurie de Saint-Armand; bornée au nord par le lot numéro quatre ci-dessus décrit, à l'est par la terre occupée par Sheperd Grice, au sud par le restant du dit numéro trois, et à l'ouest par les représentants de feu Foster Paige, et maintenant connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Armand Est, par le numéro deux cent huit (No. 208), et

Deuxièmement.—Une certaine part ou portion du lot numéro quatre, dans le quinzième rang des lots dans la dite seigneurie de Saint-Armand, (savoir: dans la dite paroisse de Saint-Armand Est); bornée au nord par Harlow Chandler, à l'est par Siméon R. Whitman et E. Carpenter, au sud par le lot numéro trois, et à l'ouest par Madame George Mitchell, supposé contenir environ cent quatre-vingt-cinq acres de terre, plus ou moins, et maintenant connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Armand Est, par le numéro deux cent neuf (No. 209), et

Troisièmement.—Soixante acres à prendre sur la moitié nord et le bout ouest du lot numéro seize, dans la dite paroisse de Saint-Armand Est; bornés au sud par Elizabeth S. Reynolds, au nord par les représentants Elmore S. Kemp, à l'ouest par Abel Hurlbut, et à l'est par le chemin public, supposé contenir soixante acres, plus ou moins, et maintenant connu sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Armand Est, par le numéro deux cent soixante-quatre (No. 264), et

Quatrièmement.—Tout ce morceau ou lopin de terre, sur le coin sud-ouest de la moitié est du lot numéro dix-sept, dans la dite paroisse de Saint-Armand Est, contenant un acre et dix perches de terre, plus ou moins; borné à l'ouest par le terrain appartenant aux héritiers de R. V. V. Frelich, et au sud par les soixante acres ci-dessus décrits, et à l'est et à l'ouest par le chemin public, et maintenant connu et désigné sur le dit plan et livre de renvoi du cadastre de la dite paroisse par le numéro deux cent cinquante-huit (No. 258), les immeubles ci-dessus décrits seront mis en vente et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS, maintenant prochain, au Palais de Justice, à Sweetsburg susdit, au lieu où siège la Cour et

Licitation.

Province of Quebec,
District of Bedford.
No. 3458.

LICITATION.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, on the twenty fifth day of November, one thousand eight hundred and eighty six, in a cause under the number 3458, in which Elizabeth L. Lee, of the township of Dunham, in said district, wife commune en biens of Joseph Lee, farmer, of the same place, hereto duly authorized by her said husband to ester en justice herein, and the said Joseph Lee, for the purpose of authorizing and assisting his said wife to ester en justice herein, are Plaintiffs; and George R. Lee, Emily V. Lee and Flora R. Lee, all three of the parish of Saint Armand East, in said district, and Hannah P. Lee, of the township of Dunham aforesaid, wife commune en biens of Benjamin Selby, of the same place, and hereto duly authorized by her said husband to ester en justice herein, and the said Benjamin Selby, for the purpose of authorizing and assisting his said wife to ester en justice herein, are Defendants; ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

"A certain piece or parcel of land, being fifteen acres of land, forming part of the lot number three, in the fifteenth range of lots in the seignior of Saint Armand; bounded north by the lot number four hereinafter described, east by land occupied by Sheperd Grice, south by the remainder of the said lot number three, and west by land of the representatives of the late Foster Paige, and being now known as described upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Armand-East, by number two hundred and eight (No. 208), and

Secondly.—A certain part or portion of the lot number four, in the fifteenth range of lots in the said seignior of Saint Armand, (to wit: in the parish of Saint Armand East); bounded north by Harlow Chandler, east by Siméon R. Whitman and E. Carpenter, south by lot number three, and west by Mrs. George Mitchell, supposed to contain about one hundred and eighty five acres of land, more or less, and being now known and described upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Armand-East, by number two hundred and nine (No. 209), and

Thirdly.—Sixty acres off the north half and west end of lot number sixteen, in the said parish of Saint Armand-East; bounded south by Elizabeth S. Reynolds, north by land of representatives Elmore S. Kemp, west by Abel Hurlbut, and east by the highway, supposed to contain sixty acres, more or less, and being now known on the plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Armand-East, by lot number two hundred and sixty four (No. 264), and

Fourthly.—All that piece or parcel of land on the south west corner of the east half of lot number seventeen, in the said parish of Saint Armand East, containing one acre and ten rods in land, more or less; bounded on the west by land belonging to the heirs R. V. V. Frelich, and the south by the sixty acres above described, and easterly and westerly by the highway, and being now known and described upon said plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish, by lot number two hundred and fifty eight (No. 258), the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY FIRST day of MARCH now next, sitting the court, in the court room of the court house, at Sweetsburg aforesaid;

séance tenante, sujette, la dite vente aux charges, clauses et conditions mentionnées au cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite Cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire qui peuvent être faites à la dite licitation, doivent être produites au bureau du protonotaire de la dite Cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la dite vente et adjudication, et les oppositions afin de conserver doivent être produites dans les six jours qui suivront l'adjudication, et toutes parties faisant défaut de produire leurs oppositions dans les délais ci-dessus mentionnés seront forclosés de le faire.

HALL & LEONARD,

P. C. S.

BAKER & MARTIN,
Procureurs des Demandeurs.
Sweetsburg, le 14 décembre 1886. 4321 2
[Première publication, 31 décembre 1886.]

subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the Prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said court fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HALL & LEONARD,

P. S. C.

BAKER & MARTIN,
Attorneys for Plaintiffs.
Sweetsburg, 14th December, 1886. 4322
[First published, 31st December, 1886.]

Ventes par le Shérif.—Arthabaska

A VIS PUBLIC es par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bef.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, Demanderesse;
No. 102. } LE, Défendeur;
contre BASILE THEROUX, fils, Défendeur.

1° Un terrain étant le numéro (677) six cent soixante et dix sept, du cadastre du canton de Bulstrode, contenant environ cinq acres en superficie—avec moulins à scies et à bardeaux, mus par la vapeur, dessus construit.

2° Un emplacement avec maison, étant le numéro (672) six cent soixante et douze, du cadastre du canton de Bulstrode.

3° Un terrain avec trois maisons, étant le numéro (675) six cent soixante et quinze, du cadastre du dit canton de Bulstrode.

4° Lots numéros mille soixante et dix-neuf (1079), mille quatre-vingt (1080), mille quatre-vingt-un (1081), mille quatre-vingt-deux (1082), du cadastre de la paroisse de Saint-Albert, canton de Warwick, étant le lot numéro treize, du onzième rang du dit canton de Warwick.

5° Les lots numéros mille quatre-vingt-trois (1083), mille quatre-vingt-quatre (1084), mille quatre-vingt-cinq (1085), mille quatre-vingt-six (1086), du dit cadastre, étant le lot numéro quatorze, du onzième rang du canton de Warwick.

6° Les lots numéros mille quatre-vingt-sept (1087), mille quatre-vingt-huit (1088), mille quatre-vingt-neuf (1089), et mille quatre-vingt-dix (1090), du cadastre du canton de Warwick, et étant le lot numéro quinze, du onzième rang du dit canton de Warwick.

7° Le lot numéro (171) cent soixante et onze, du cadastre du village d'Arthabaskaville, étant une île d'environ cinq acres.

Sheriff's Sales.—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other opposition to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } LA BANQUENATIONALE,
No. 102. } LE, Plaintiff; against
BASILE THEROUX, junior, Defendant.

1° A lot of land being number (677) six hundred and seventy seven, of the cadastre of the township of Bulstrode, containing about five acres in superficies—with saw and shingle mills worked by steam, thereon erected.

2° An emplacement with house, being number (672) six hundred and seventy two, of the cadastre of the township of Bulstrode.

3° A lot of land with three houses, being number (675) six hundred and seventy five, of the cadastre of the said township of Bulstrode.

4° Lots numbers one thousand and seventy nine (1079), one thousand and eighty (1080), one thousand and eighty one (1081), one thousand and eighty two (1082), of the cadastre of the parish of Saint Albert, township of Warwick, being lot number thirteen, of the eleventh range of the said township of Warwick.

5° Lots numbers one thousand and eighty three (1083), one thousand and eighty four (1084), one thousand and eighty five (1085), one thousand and eighty six (1086), of the said cadastre, being lot number fourteen, of the eleventh range of the township of Warwick.

6° Lots numbers one thousand and eighty seven (1087), one thousand and eighty eight (1088), one thousand and eighty nine (1089), one thousand and ninety (1090), of the cadastre of the township of Warwick, and being lot number fifteen, of the eleventh range of the said township of Warwick.

7° Lot number (171) one hundred and seventy one, of the cadastre of the village of Arthabaskaville, being an island of about five acres.

8 Les lots (169) cent soixante et neuf et (170) cent soixante et dix, du cadastre du dit village, contenant environ vingt acres.

9^e Le lot numéro (167) cent soixante et sept, du cadastre du dit village, contenant environ dix acres—avec maison, granges, étables et hangard.

Pour être vendus comme suit, savoir : les immeubles désignés en premier, deux et troisième lieu, à l'avis de vente, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valère de Bulstrode, le NEUVIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi ; les immeubles désignés en quatrième, cinquième et sixième lieu, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Albert de Warwick, le MEME JOUR, (9 février 1887), à DEUX heures de l'après-midi ; les immeubles désignés en septième, huitième et neuvième lieu, à mon bureau, au palais de justice, au village d'Arthabaskaville, le DIXIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de février prochain.

AUGUSTE QUESNEL,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 29 novembre 1886. 3799 3
[Première publication, 4 décembre 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : { DAME OLIVE LE-
No. 59. } MIEUX, Demande-
resse ; contre JOSEPH BILODEAU.

1^e La moitié ouest du numéro cadastral quarante-deux (42), contenant environ cinquante acres (50) de terre, dans le lot primitif numéro quinze, du deuxième rang de l'Augmentation de Somerset, canton de Somerset-Sud—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2^e Le numéro cadastral quarante-trois (43), contenant environ quatre-vingt-dix-neuf acres de terre dans le lot primitif numéro seize, du susdit deuxième rang de l'Augmentation de Somerset.—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le HUITIÈME jour de FEVRIER prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de février prochain.

AUGUSTE QUESNEL, JR.,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 30 novembre 1886. 3801 3
[Première publication, 4 décembre 1886.]

8^e Lots (169) one hundred and sixty nine and (170) one hundred and seventy, of the cadastre of the said village, containing about twenty acres.

9^e Lot number (167) one hundred and sixty seven, of the cadastre of the said village, containing about ten acres—with house, barns, stable and hangard.

To be sold as follows, to wit: the immovables firstly, secondly and thirdly designated, in the notice of sale, at the parochial church door of Saint Valère de Bulstrode, on the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon; the immovables fourthly, fifthly and sixthly designated, at the parochial church door of Saint Albert de Warwick, on the SAME DAY, (9th February, 1887) at TWO o'clock in the afternoon; the immovables seventhly, eighthly and ninthly designated, at my office, in the Court House, in the village of Arthabaskaville, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of February next.

AUGUSTE QUESNEL,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 29th November, 1886. 3800
[First published, 4th December, 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : { DAME OLIVE LE-
No. 59. } MIEUX, Plaintiff;
against JOSEPH BILODEAU.

1^e The west half of the cadastral number forty two (42), containing about fifty acres (50) of land in the original lot number fifteen, of the second range of the Augmentation of Somerset, township of Somerset South—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2^e The cadastral number forty three (43), containing about ninety nine acres of land in the original lot number sixteen, of the aforesaid second ranges of the Augmentation of Somerset—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Mégantic, at Inverness, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the fifteenth day of February next.

AUGUSTE QUESNEL, JR.,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 30th November, 1886. 3802
[First published, 4th December, 1886.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Beauce.

Beauce, à savoir : { GREGOIRE FLEURY,
No. 139. } G charron, de la paroisse de
Sainte-Marie, en le district de Beauce, Deman-
deur ; contre REMI ALIAS JERRY REMILLARD,

Sheriff's Sales.—Beauce.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : { GREGOIRE FLEURY, wheel-
No. 139. } G wright, of the parish of
Sainte Marie, in the district of Beauce, Plaintiffs ;
against REMI ALIAS JERRY REMILLARD, of the

de la paroisse de Sainte-Marguerite, susdit district, Défendeur, savoir :

Un terrain et emplacement situé en la paroisse de Sainte-Marguerite, rang Saint-François de Salles, Sainte-Marguerite Sud, contenant cinq perches de terre en superficie, et formant le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix huit (298), du cadastre officiel et livre de renvoi de la dite paroisse, et contenant aussi de plus un autre terrain avoisinant celui ci-dessus, et le long de la ligne sud, de dix pieds environ de front sur cinq perches de profondeur, et formant partie du lot numéro trois cent un (301), du dit cadastre et livre de renvoi de la dite paroisse de Sainte-Marguerite—avec les maisons et autres bâties construites sur les dits deux lots, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marguerite, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le vingt quatrième jour de février prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 30 novembre 1886. 3775 3
[Première publication, 4 décembre 1886]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **FREDERIC MORENCY**,
No. 135. } Esquire, marchand, de la
paroisse de Sainte-Marie, en le district de Beauce,
Demandeur ; contre NAZAIRE PLANTE, march-
chand, de la paroisse de Saint-Frédéric, susdit
district, Défendeur, savoir :

1. Un terrain et emplacement situé en la paroisse de Saint-Frédéric, en le village, concession Saint-Pierre, de forme irrégulière, et contenant environ un demi arpent plus ou moins, en superficie ; et borné comme suit : en avant au nord-est partie par le chemin du rang Saint-Pierre et partie par le terrain de Dame Joseph Charpentier, au sud-ouest partie par le terrain de Thomas Gagné, et partie par celui de Dame Léon Plamondon, au sud-est par la route de Broughton, et au nord-ouest partie par le terrain de la dite Dame veuve Joseph Charpentier et partie par celui de la dite Dame Léon Plamondon—avec la maison, boutique de forge et grange et étable dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu avec charge d'une rente annuelle et perpétuelle de cinq piastres, payable chaque année au premier novembre, à Dame Silvie Lessard, ci-devant veuve de Hilaire Vachon, et maintenant épouse de Léon Plamondon.

2. La possession, jouissance et usage, à compter de la date de la vente jusqu'au premier décembre mil huit cent quatre-vingt-neuf, d'une terre de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, située en la concession Saint-Pierre, susdite paroisse de Saint-Frédéric ; bornée en avant au chemin de front, en arrière au bout de la dite profondeur, d'un côté au nord-ouest par la terre de George Vachon, et d'autre côté au sud-est par celle de Odile Turmelle—avec aussi l'usage et jouissance des bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

La propriété de cette dite terre et bât's es étant vendue à Sieur Georges Cloutier, fils, de la dite paroisse de Saint-Frédéric, qui ne devra en prendre possession que le dit premier décembre mil huit cent quatre-vingt-neuf, aux conditions exprimées dans un acte de vente à faculté de réméré, consenti par le dit Nazaire Plante au dit Georges Cloutier, fils, devant M^{re} L. G. A. Legendre, notaire, le premier décembre mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Frédéric, le SEPTIEME jour de

parish of Sainte Marguerite, district aforesaid, Defendant, to wit :

A lot of land or emplacement situate in the parish of Sainte Marguerite, range Saint François de Salles, Sainte Marguerite South, containing five perches of land in superficies, and forming lot number two hundred and ninety eight (298), of the official cadastre and book of reference of the said parish, and containing also besides another lot of land adjacent to the above lot along the south line, of about ten feet in front by five perches in depth, and forming part of lot number three hundred and one (301), of the said cadastre and book of reference of said parish of Sainte Marguerite—with the houses and other buildings erected on the said two lots, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marguerite, on the EIGHTH day of FEBRUARY next, at NOON. The said writ returnable on the twenty fourth day of February next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 30th November, 1886
[First published, 4th December, 1886.] 3776

FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **FREDERIC MORENCY**,
No. 135. } Esquire, merchant, of the
parish of Sainte Marie, in the district of Beauce,
Plaintiff ; against NAZAIRE PLANTE, merchant,
of the parish of Saint Frédéric, district aforesaid,
Defendant, to wit :

1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Frédéric, in the village, concession Saint Pierre, of irregular outline, and containing about half an arpent more or less, in superficies ; and bounded as follows : in front to the north east partly by the road of the range Saint Pierre, and partly by the lot belonging to Dame Joseph Charpentier, to the south west partly by the lot belonging to Thomas Gagné, and partly by the lot belonging to Dame Léon Plamondon, to the south east by the Broughton highway, and to the north west partly by the lot belonging to the said Dame widow Joseph Charpentier, and partly by the lot belonging to the said Dame Léon Plamondon—with the house, blacksmith shop, barn and stable thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold subject to the charge of an annual and perpetual rent of five dollars, payable each year on the first of November, to Dame Silvie Lessard, heretofore widow of Hilaire Vachon, and now wife of Léon Plamondon.

2. The possession, enjoyment and use, from the date of the sale to the first December, one thousand eight hundred and eighty nine, of a land of two arpents in front by thirty arpents in depth, more or less, situate in the concession Saint Pierre parish of Saint Frédéric aforesaid ; bounded in front by the front road, in rear by the end of the said depth, on one side to the north west by the land belonging to George Vachon, and on the other side to the south east by the land belonging to Odile Turmelle—with also the use and enjoyment of the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The ownership of this said land and buildings being sold to Mr. Georges Cloutier, junior, of the said parish of Saint Frédéric, who shall not take possession thereof until the said first December, one thousand eight hundred and eighty nine, upon the conditions expressed in a deed of sale with the right of redemption, consented to by the said Nazaire Plante to the said Georges Cloutier, junior, before M^{re} J. G. A. Legendre, notary, on the first December, one thousand eight hundred and eighty four.

To be sold at the church door of the parish of Saint Frédéric, on the SEVENTH day of MARCH

MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de mars prochain.

G. O. TASCHEREAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 23 décembre 1886. 4291 2
[Première publication, 31 décembre 1886.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } NAZAIRE LAMBERT ET
No. 1425. } ALPHONSE TASCHEREAU, marchands, de Saint-Joseph, dit district, associés comme tels sous la raison sociale de Nazaire Lambert et Compagnie, Demandeurs ; contre JOHN HURLEY, du canton de Crambourne, district de Beauce, cultivateur, Défendeur, savoir :

Une terre connue sous le lot numéro quatorze, du sixième rang du canton de Crambourne, de la contenance de cent quatre acres, plus ou moins, en superficie — avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Dorchester, en la paroisse de Sainte-Hénédine, le HUITIÈME jour de MARS prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour de mars prochain.

G. O. TASCHEREAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 29 décembre 1886. 4323 2
[Première publication, 31 décembre 1886.]

Ventes par le Shérif.—Beauharnois.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 70^e du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THOMAS BROSSOIT,
District de Beauharnois. } SOIT, Demandeur ;
No. 155. } contre CHARLES LEBLANC, es-qualité, tuteur dûment appointé aux enfants mineurs issus du mariage de feu Théodore Caza et Dame Victoria Duhême et autres, Défendeurs.

Un lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Anicet, district, du lot de terre, désigné sous le No. 35, de la dite paroisse de Saint-Anicet, dans le second rang du township de Godmanchester, contenant un acre et demie de largeur sur trois acres et un tiers (3 $\frac{1}{3}$) de longueur, plus ou moins ; tenant devant au chemin dit second rang, derrière à un chemin public, d'un côté aux représentants de feu J. John McDonald, de l'autre côté à Léandre Duhême — avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, au village de Huntingdon, MARDI, le CINQUIÈME jour d'AVRIL pro-

next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of March next.

G. O. TASCHEREAU,
Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph Beauce, 23rd December, 1886.
[First published, 31st December 1886.] 4292

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } NAZAIRE LAMBERT AND
No. 1425. } ALPHONSE TASCHEREAU, merchants, of Saint Joseph, in said district, in partnership as such under the name and firm of Nazaire Lambert and Company, Plaintiffs ; against JOHN HURLEY, of the township of Crambourne, district of Beauce, farmer, Defendant, to wit :

A land known under lot number fourteen, of the sixth range of the township of Crambourne, containing one hundred and four acres, more or less, in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Dorchester, in the parish of Sainte Hénédine, on the EIGHTH day of MARCH next, at NOON. The said writ returnable on the twenty first day of March next.

G. O. TASCHEREAU,
Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 29th December, 1886.
[First published, 31st December, 1886.] 4324

Sheriff's Sales.—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Province of Québec, } THOMAS BROSSOIT,
District of Beauharnois. } Plaintiff; against
No. 155. } CHARLES LEBLANC, es-qualité, tutor duly appointed to the minor children issue of the marriage of the late Théodore Caza and Dame Victoria Duhême, and others, Defendants.

A parcel of land situate in the parish of Saint Anicet, in said district, of the lot of land designated under No. 35, of the said parish of Saint Anicet, in the second range of the township of Godmanchester, containing one acre and a half in width by thirty three acres and one third (33 $\frac{1}{3}$) in length, the whole more or less ; bounded in front by the front road of the said second range, in rear by a public road, on one side by the representatives of late J. John McDonald, on the other side by Léandre Duhême — with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Huntingdon, on TUESDAY, the FIFTH day of APRIL next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in

chain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi. Bref rapportable le treizième jour d'avril aussi prochain.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Beauharnois, 26 janvier 1887. 417
[Première publication, 29 janvier 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauharnois.
Province de Québec, } ANTOINE HAI-
District de Beauharnois. } NAULT, SENIOR,
No. 876. } de la ville de Salaberry
de Valleyfield, dit district, Demandeur; contre
MAXIME LAURIN, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement faisant partie des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous les numéros cent quarante-deux et cent quarante-trois, faisant aussi partie de l'ancienne rue Sainte-Hélène, tel qu'originellement cadastrée; bornée en front vers le sud par la rue du Marché, en profondeur vers le nord par le reste des dits lots 142 et 143, du côté nord-est partie par le No. 144 et partie par le terrain de la dite ancienne rue Sainte-Hélène, et du côté sud-ouest par le No. 187 et partie par le No. 141, contenant le dit emplacement 92 pieds de profondeur dans la ligne nord-est et 112 pieds dans la ligne sud-ouest, et étant de la largeur qu'il peut avoir en front depuis un point vis-à-vis la ligne, entre les lots Nos. 143 et 144, à aller à la ligne No. 187 et à la profondeur depuis la dite ligne entre les Nos. 143 et 144 à aller à la ligne No. 141—et les bâtisses.

A distraire du susdit emplacement, à l'encoignure sud et sud-ouest d'icelui, une certaine lisière de terrain appartenant à Louis Tessier, fils d'Ignace.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le HUITIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi. Bref rapportable le quatorzième jour de mars aussi prochain.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Beauharnois, 29 décembre 1886. 4277 2
[Première publication, 31 décembre 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.
Province de Québec, } DAME LIZA alias
District de Beauharnois. } ELIZA DUM-
No. 51. } BERRY, veuve de
feu James McWhinney, tant en son nom comme
ayant été commune en biens avec son mari que
comme légataire universel de ce dernier, Deman-
deur; contre JEAN-BAPTISTE DESCHAM-
BAULT, cultivateur, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la sixième concession d'Ormatown, dans la paroisse de Saint-Stanislas de Kotska, district de Beauharnois, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Stanislas de Kotska, sous No. 231—et les bâtisses.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauharnois, en la ville de Beauharnois, LUNDI, le SEPT de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le 14 mars aussi prochain.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Beauharnois, 29 décembre 1886. 4279 2
[Première publication, 31 décembre 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.
Province de Québec, } NARCISSE PAPI-
District de Beauharnois. } NEAU, Deman-
No. 126. } deur; vs. ANTOINE
LAVOIE et al., Défendeurs.

Les immeubles suivants situés dans la paroisse de Saint-Timothé, comté et district de Beauhar-

the forenoon. The writ returnable on the thirteenth day of April also next.

PHILEMON LABERGE, Shérif.
Beauharnois, 26th January, 1887. 418
[First published, 29th January, 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauharnois.
Province of Quebec, } ANTOINE H A I-
District of Beauharnois. } NAULT, SENIOR,
No. 876. } of the town of Sala-
berry de Valleyfield, in said district, Plaintiff;
against MAXIME LAURIN, of the same place,
Defendant.

An emplacement forming part of the lots known and designated on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, under numbers one hundred and forty two and one hundred and forty three, forming also part of old Sainte Hélène street, as originally registered; bounded in front towards the south by Market street, in depth towards the north by the remainder of said lots 142 and 143, on the north east side partly by No. 144 and partly by the land of said old Sainte Hélène street, and on the south west side by No. 187 and partly by No. 141, the said emplacement containing 92 feet in depth on the north east line and 112 feet on the south west line, and the width being whatever there may be in front from a point opposite the line between lots Nos. 143 and 144, to line No. 187, and in depth from the said line between Nos. 143 and 144 to line No. 141—and the buildings.

Reserving from the aforesaid emplacement, from the south and south west corner thereof, a certain strip of land belonging to Louis Tessier, son of Ignace.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on TUESDAY, the EIGHTH day of MARCH next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon. The writ returnable on the fourteenth day of March also next.

PHILEMON LABERGE, Sheriff.
Beauharnois, 29th December, 1886. 4278
[First published, 31st December, 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.
Province of Quebec, } DAME LIZA alias
District of Beauharnois. } ELIZA DUM-
No. 51. } BERRY, widow of
late James McWhinney, as well in her own name
as having been in common as to property with
her husband, as residuary legatee of the latter,
Plaintiff; against JEAN BAPTISTE DESCHAM-
BAULT, farmer, Defendant.

A lot of land situate and lying in the sixth concession of Ormatown, in the parish of Saint Stanislas de Kotska, district of Beauharnois, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Stanislas de Kotska, under No. 231—and the buildings.

To be sold at the registry office of the county of Beauharnois, in the town of Beauharnois, on MONDAY, the SEVENTH of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The writ, returnable on the 14th March, also next.

PHILEMON LABERGE, Sheriff.
Beauharnois, 29th December 1886. 4280
[First published, 31st December, 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.
Province of Quebec, } NARCISSE PAPI-
District of Beauharnois. } NEAU, Plaintiff;
No. 126. } vs. ANTOINE LAVOIE
et al., Defendants.

The following immovables situate in the parish of Saint Timothé, county and district of Beau-

nois, appartenant à J. Bte. Lavoie, l'un des défendeurs.

1. Un lot de terre connu et désigné sous No. 83, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Timothé, de figure irrégulière, contenant en superficie dix perches et deux cent soixante pieds, plus ou moins—et les bâtisses.

2. Un autre lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse de Saint-Timothé, sous No. 81, contenant en superficie vingt perches, plus ou moins—et les bâtisses.

3. Le No. 120, des plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse de Saint-Timothé, de figure irrégulière, contenant en superficie vingt arpents, plus ou moins—et les bâtisses.

Sujet le dit lot de terre No. 120, en faveur de Jean Bte. Scott, écuyer, ses hoirs et ayant cause, d'un droit de passage en commun avec le dit Jean Baptiste Lavoie, ses hoirs et ayant cause entre le dit No. 120 et No. 119, suivant acte de vente en date du 18 mars 1869, consenti par le dit Jean Bte. Lavoie, en faveur du dit Jean Bte. Scott, Mre Gervais, notaire, enregistré sous le No. 8023.

4. Le No. 249, des plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse de Saint-Timothé, mesurant en front trois arpents sur quinze arpents trois perches de profondeur dans la ligne sud-ouest, et quinze arpents et sept perches dans la ligne nord-est, contenant en superficie quarante-six arpents et cinquante perches, plus ou moins. Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Timothé, MARDI, le HUITIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable le quatorzième jour de mars aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Beauharnois, 29 décembre 1886. Shérif.
Première publication, 31 décembre 1886. 4275 2

Ventes par le Shérif.—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepte dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } DUNCAN MACDONALD,
No. 169. } NALD, Demandeur;
contre ANDREW ESINHART, es-qualités, Détendeur.

Un certain morceau de terre situé en la ville, comté et district d'Iberville, contenant soixante pieds, plus ou moins de largeur; borné en front par une rue, en arrière par la rivière Richelieu, d'un côté au nord par la rue Ferry, et d'autre côté au sud par le dit vendeur, (Duncan Macdonald)—avec un quai et un hangar bâti sur le dit quai. Le dit morceau de terre étant maintenant connu comme No. 452, des plan et livre de renvoi cadastrals de la dite ville d'Iberville.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale,

harnois, belonging to J. Bte. Lavoie, one of the defendants.

1. A lot of land known and designated under No. 83, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Timothé, of irregular outline, containing in superficies ten perches and two hundred and sixty feet, more or less—and the buildings.

2. Another lot, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid parish of Saint Timothé, under No. 81, containing in superficies twenty perches, more or less—and the buildings.

3. No. 120, of the official plan and book of reference of the aforesaid parish of Saint Timothé, of irregular outline, and containing in superficies twenty arpents, more or less—and the buildings.

Subject the said lot of land No. 120, in favor of Jean Bte. Scott, esquire, his heirs and assigns, to the right of passage in common with the said Jean Baptiste Lavoie, his heirs and assigns between the said No. 120 and No. 119, according to deed of sale dated the 18th March, 1869, consented to by the said Jean Bte. Lavoie, in favor of the said Jean Bte. Scott, Mre Gervais, notary, registered under No. 8023.

4. No. 249, of the official plan and book of reference of the aforesaid parish of Saint Timothé, measuring in front three arpents by fifteen arpents and three perches in depth on the south west line, and fifteen arpents and seven perches on the north east line, containing in superficies forty six arpents and fifty perches, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Timothé, on TUESDAY, the EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of March also next.

PHILEMON LABERGE,

Beauharnois, 29th December, 1886. Sheriff.
First published, 31st December, 1886. 4276

Sheriff's Sales.—Iberville.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other* oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; opposition *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint-Johns, to wit: } DUNCAN MACDONALD,
No. 169. } Plaintiff; against AN-
DREW ESINHART, es-qualités, Defendant.

A certain piece of land situate in the town county and district of Iberville, containing sixty feet, more or less in width; bounded in front by a street, in rear by the river Richelieu, on one side to the north by Ferry street, and on the other side to the south by the vendor, (Duncan Macdonald)—with a wharf and a store house builded on said wharf. Said piece of land being now known as lot No. 452, of the cadastral plan of the town of Iberville.

To be sold at the parochial church door of the

siale de la paroisse de Saint-Athanase, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour d'avril prochain.

CHS. NOLIN, Sheriff.
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, le 25 janvier 1887. 391
[Première publication, 29 janvier 1887.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir : } ARCADE DECELLES,
No. 139. } Demandeur ; contre
JAMES DOODY ET AL., Défendeurs.

Un lot de terre situé au côté sud de la rue Ferry, connu aux plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, sous le No. 386, mesurant un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de mars prochain.

CHS. NOLIN, Sheriff.
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, le 23 décembre 1886. 4247 2
[Première publication, 31 décembre 1886.]

Ventes par le Shérif.—Joliette.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze ours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du *Bref*.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.
Joliette, à savoir : } THEODORE BEAUDRY,
No. 1439. } Demandeur ; contre
JOSEPH THUOLT, Défendeur.

Une certaine étendue de terre située dans la paroisse de Saint Jean de Matha, dans le district de Joliette, entre la rivière Noire, et les lots numéros cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze et treize, de la concession de la continuation Saint-Pierre, dans la moitié sud-ouest de la seigneurie de Ramsey, contenant environ cent vingt arpents en superficie ; bornée au nord-est par la ligne de division entre la partie de la dite seigneurie de Ramsey, appartenant à Pierre Louis Panet ou représentant et celle appartenant à Dame Benjamin Abbott ou représentant, au sud ouest par le lot numéro quatre, de la dite concession de la continuation Saint-Pierre, et partie par la Rivière Noire, au nord-ouest par la dite Rivière Noire, au sud-est par les susdits lots numéros cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze et treize, de la dite concession Saint-Pierre, le tout sans garantie de mesure—avec maison, grange et dépendances dessus construites. Lequel immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jean de Matha, sous le numéro (522) cinq cent vingt-deux, avec réserve en faveur de Narcisse Geoffroy, meunier, de la paroisse de Saint-Jean de Matha, de

parish of Saint Athanase, on the THIRTIETH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the nineteenth day of April next.

CHS. NOLIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 25th January, 1887. 392
[First published, 29th January 1887.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Iberville.
Saint Johns, to wit : } ARCADE DECELLES,
No. 139. } Plaintiff; against
JAMES DOODY ET AL., Defendants.

A lot of land situate on the south side of Ferry street, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Iberville, in the district of Iberville, under the No. 386, measuring one half of an arpent in front by one arpent in depth, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, on the SECOND day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the seventeenth day of March next.

CHS. NOLIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 23rd December, 1886. 4248
[First published, 31st December, 1886.]

Sheriff's Sales.—Joliette.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
Joliette, to wit : } THEODORE BEAUDRY,
No. 1439. } Plaintiff; against JOSEPH
THUOLT, Defendant.

A certain extent of land situate in the parish of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette, between the Rivière Noire, and lots numbers five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve and thirteen, in the concession continuation of Saint Pierre, in the south west half of the seigniorie of Ramsey, containing about one hundred and twenty arpents in superficies ; bounded to the north east by the division line between that part of the said seigniorie of Ramsey, belonging to Pierre Louis Panet or representative and that part belonging to Dame Benjamin Abbott or representative, to the south west by lot number four, of the said concession continuation of Saint Pierre and partly by the Rivière Noire, to the north west by the said Rivière Noire, to the south east by the aforesaid lots numbers five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve and thirteen, of the said concession Saint Pierre, the whole without warranty as to measure—with house, barn and dependencies thereon erected. Said immovable is known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Jean de Matha, under number (522) five hundred and twenty two, reserving in favor of Narcisse

1° Quatre arpents de terre tel que réservé par le contrat de concession des seigneurs; 2° Un autre emplacement d'environ trois arpents de terre en superficie, tel que désigné au contrat de vente par Hercule Lavoie au dit Narcisse Geoffroy.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, dans le district de Joliette, le SEPTIEME jour du mois de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de mars prochain.

P. A. A. RIVARD,
Bureau du Shérif, D^uputé Shérif.
Joliette, 30 novembre 1886, 3763
[Première publication, 4 décembre 1886.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas, toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être opposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS. Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir: JEAN-BAPTISTE No. 725. POULIOT, écuyer, notaire, de la ville de Fraserville, Demandeur; contre EMELIUS OUELLET, cultivateur, de la paroisse de Saint-Alexandre, en sa qualité d'héritier bénéficiaire de feu André Elzébert Ouellet, commis voyageur, des Trois-Pistoles, Défendeur, c'est-à-savoir:

1. Un emplacement de figure irrégulière, d'un arpent environ en superficie, situé sur le troisième rang de la paroisse de Saint-Alexandre, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-Alexandre—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un circuit de terre situé au même endroit, de la contenance de deux arpents de front sur vingt et un arpents, plus ou moins, de profondeur, étant les numéros trois cent trente-cinq (335) et trois cent quarante (340), aux plan et livre de renvoi officiels susdits—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Un autre circuit de terre, contenant environ dix-sept arpents en superficie, situé sur le cinquième rang de la paroisse de Saint-Alexandre, et portant le numéro sept cent vingt-neuf (729), aux dits plan et livre de renvoi officiels.

4. Un lopin de terre situé au même endroit, et portant le numéro sept cent trente-cinq (735), aux plan et livre de renvoi officiels susdits.

5. Un autre lopin de terre situé encore au cinquième rang, et portant le numéro sept cent trente-sept (737), aux plan et livre de renvoi officiels susdits.

A charge, quant au lot décrit en premier lieu, d'une rente annuelle de quatre piastres et quatre-vingt centins, payable le premier d'octobre de

Geoffroy, miller, of the parish of Saint Jean de Matha, 1° Four arpents of land as reserved by the seigneurs deed of concession, 2° Another emplacement of about three arpents of land in superficies, as described in the deed of sale by Hercule Lavoie, to the said Narcisse Geoffroy.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette, on the SEVENTH day of the month of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the nineteenth day of March next.

P. A. A. RIVARD,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Joliette, 30th November, 1886. 3764
[First published, 4th December, 1886.]

Sheriff's Sales.—Kamouraska.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the said Writ.

VENDITIONI EXPONAS. Superior Court.

Kamouraska, to wit: JEAN BAPTISTE POULIOT, esquire, notary, of the town of Fraserville, Plaintiff; against EMELIUS OUELLET, farmer, of the parish of Saint Alexandre, in his quality of beneficiary heir of the late André Elzébert Ouellet, commercial traveller, of Trois Pistoles, Defendant, to wit:

1. An emplacement of irregular outline, of about one arpent in superficies, situate in the third range of the parish of Saint Alexandre, known and designated under number two hundred and eighty two (282), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Saint Alexandre—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A circuit of land situate at the same place, containing two arpents in front by twenty one arpents, more or less in depth, being numbers three hundred and thirty five (335) and three hundred and forty (340), on the official plan and book of reference aforesaid—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Another circuit of land, containing about seventeen arpents in superficies, situate in the fifth range of the parish of Saint Alexandre, and numbered seven hundred and twenty nine (729), on the said official plan and book of reference.

4. A parcel of land situate at the same place, and numbered seven hundred and thirty five (735), on the official plan and book of reference aforesaid.

5. Another parcel of land also situate in the fifth range, and numbered seven hundred and thirty seven (737), on the official plan and book of reference aforesaid.

Subject to the charge, as regards the lot firstly described, of an annual rent of four dollars and eighty cent, payable on the first of October, in

chaque année, à François Pelchat, écuyer, marchand, de Saint-Alexandre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexandre, MARDI, le PREMIER jour de MARS prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable le seizième jour du même mois.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 25 janvier 1887. 423
[Première publication, 29 janvier 1887.]

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
Kamouraska, à savoir : } DANS l'affaire de
No. 61. } THOMAS LAVOIE, marchand, de la ville de Fraserville, failli ; et

LOUIS NEIL PAQUET, du même lieu, curateur.
1. Un emplacement sis et situé dans la ville de Fraserville, au nord du chemin de Fraserville, et contenant cinquante pieds de front ou plus, sur une profondeur de cent pieds en courant au nord, puis de cent pieds de front sur encore cent pieds de profondeur, le tout de mesure française ; borné en front au sud partie au chemin de Fraserville, et partie à Louis Michaud, au sud-ouest au dit Louis Michaud et à Horace Michaud, au nord à Joseph Litalien, et au nord-est à Ferdinand Charette ou représentant ; étant le dit emplacement une partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-onze (491), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Fraserville—avec deux maisons et autres bâtisses sus construites, circonstances et dépendances. A charge de payer les premiers de mai et de novembre de chaque année, à Madame Elzéar Pouliot, à Fraserville, une rente de dix piastres, constituée au capital de trois cent trente-trois piastres et trente-trois centins courant.

2. Une terre située partie dans la ville de Fraserville, et partie dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, de deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur ; bornée d'un bout au nord à la terre de Madame Elzéar Pouliot, de l'autre bout au sud aux héritiers de feu André Fraser, au sud-ouest à David Poitras, et au nord-est à John Hodgson ; la dite terre portant les numéros six cent dix-huit et six cent dix-neuf (618 et 619), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Fraserville, et les numéros cent soixante et dix et cent soixante et onze (170 et 171), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-du-Loup—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Tous les droits réels du dit failli dans la fabrique de pulpe de Blondeau, Lavoie et Compagnie, dans la paroisse de Saint-Antoine, sur la Rivière-du-Loup, savoir : un quart indivis d'un acre de terre de front sur deux arpents de profondeur, du pouvoir d'eau, des bâtisses y érigées, machines et machineries, écluses et tout droit y appartenant, le tout situé sur la terre de Alfred Laferrrière, portant les numéros cent soixante et six et cent soixante et sept (166 et 167), au cadastre officiel de Saint-Antoine, lesquels terrains, pouvoirs d'eau, bâtisses et fabrique de pulpe sont bornés comme suit : au sud partie à Alfred Bélanger, représentant Edouard Bélanger, et partie aux représentants de feu Paschal Castonguay, au nord à Zéphirin Bélanger, au sud-ouest au vieux chemin du Lac, et au nord-est aux représentants de feu Frédéric Weiss—avec tout chemin de passage pour y communiquer.

Pour être vendus comme suit : les lots Nos. 1 et 2, à mon bureau, en la ville de Fraserville, MERCHÉDI, le TRENTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures avant-midi ; et le lot No. 3, le MEME JOUR, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine, à TROIS heures après

each year, to François Pelchat, esquire, merchant, of Saint Alexandre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexandre, on TUESDAY, the FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The writ returnable on the sixteenth day of the same month.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 25th January, 1887. 424
[First published, 29th January, 1887]

Superior Court.—District of Kamouraska.
Kamouraska, to wit : } IN the matter of THO.
No. 61. } MAS LAVOIE, merchant, of the town of Fraserville, insolvent ; and

LOUIS NEIL PAQUET, of the same place, curator.
1. An emplacement situate and lying in the town of Fraserville, north of the Fraserville road, and containing fifty feet or more in front by a depth of one hundred feet running north, and one hundred feet in front by a further depth of one hundred feet, the whole french measure ; bounded in front to the south partly by the Fraserville road, and partly by Louis Michaud, to the south west by the said Louis Michaud and by Horace Michaud, to the north by Joseph Litalien, and to the north east by Ferdinand Charette or representative ; the said emplacement being a part of lot number four hundred and ninety one (491), on the official plan and book of reference of the town of Fraserville—with two houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of paying, on the first of May and of November, in each year, to Madame Elzéar Pouliot, at Fraserville, a constituted rent of ten dollars, on a capital of three hundred and thirty three dollars and thirty three cents currency.

2. A land situate partly in the town of Fraserville, and partly in the second range of the parish of Saint Patrice de la Rivière du Loup, of two arpents in front by forty arpents in depth ; bounded at one end to the north by the land belonging to Madame Elzéar Pouliot, and at the other end by the heirs of the late André Fraser, to the south west by David Poitras, and to the north east by John Hodgson ; the said land numbered six hundred and eighteen and six hundred and nineteen (618 and 619), on the official plan and book of reference of the said town of Fraserville, and one hundred and seventy and one hundred and seventy one (170 and 171), on the official plan and book of reference of the parish of Rivière du Loup—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. All the actual rights of the said insolvent in the pulp factory, belonging to Blondeau, Lavoie and Company, in the parish of Saint-Antoine, on the Rivière du Loup, to wit : An undivided fourth of an acre of land in front by two arpents in depth, of the water-power, of the buildings thereon erected, engines and machinery, dams and all rights thereto belonging, the whole situate on the land belonging to Alfred Laferrrière, numbered one hundred and sixty six and one hundred and sixty seven (166 and 167), on the official cadastre of Saint-Antoine, which lot of land, water power, buildings and pulp factory, are bounded as follows : to the south partly by Alfred Bélanger, representative of Edouard Bélanger, and partly by the representative of the late Pascal Castonguay, to the north by Zéphirin Bélanger, to the south west by the old lake road, and to the north east by the representatives of the late Frederick Weiss—with all the roadways communicating therewith.

To be sold as follows : lots Nos. 1 and 2, at my office, in the town of Fraserville, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, and lot No. 3, on the SAME DAY, at the church door of the parish of Saint Antoine, at THREE o'clock in the after-

mid. Mandat rapportable le cinquième jour d'avril aussi prochain.

F. A. SIROIS, Shérif.
Bureau du Shérif, Shérif's Office,
Fraserville, le 26 janvier 1887. 419
[Première publication, 29 janvier 1887.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } **D**ANS l'affaire de
No. 52. } LOUIS GONZAGUE
RENOUF, charron, de la paroisse de Trois-Pis-
toles, Failli ; et JOSEPH MATHIAS MICHAUD,
écuyer, notaire, du même lieu, curateur, c'est à
savoir :

Un terrain situé dans le second rang de Trois-Pistoles, contenant environ deux arpents et demi en superficie ; borné au nord, au sud et à l'est à Bruno Belzile, et à l'ouest à la Grande Rivière de Trois-Pistoles—avec en outre un moulin à scie et autres bâties y érigés, appartenances et dépendances, telles qu'écluses, dalles, etc., avec aussi le droit d'y bâtir toute écluse, chaussée, dalle que l'acquéreur jugera à propos, avec en outre un chemin de sorte de vingt pieds de front sur la terre du dit Bruno Belzile, comme aussi le droit d'y attacher toute écluse, baume, dalle, etc., etc., sur la dite rivière de Trois-Pistoles, à l'ouest d'icelle, sur le terrain du dit Bruno Belzile, et cela vis-à-vis la chute la plus haute et la plus élevée, lequel terrain faisant partie du lot numéro quatre cent dix-huit, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Trois-Pistoles.

A charge du droit du dit Bruno Belzile, de faire carder et griser au moulin que l'acquéreur "L. G. Renouf" doit bâtir sur le terrain sus-décri, toute la laine qu'il aura des moutons lui appartenant, ainsi que de faire ribler six minots d'orge tous les ans, et cela gratuitement si tel moulin est bâti. A distraire de l'immeuble sus-décri la scie ronde, le traineau et les gréments et accessoires d'iceux se trouvant dans le dit moulin et qui appartiennent à la compagnie de la fonderie de Plessisville, ainsi que les chaînes placées pour retenir le baume, et appartenant à MM. Price et Bertrand.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Trois-Pistoles, JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures avant midi. Bref rapportable le huitième jour de mars aussi prochain.

F. A. SIROIS, Shérif.
Bureau du Shérif, Shérif's Office,
Fraserville, 18 janvier 1887. 371 2
[Première publication, 22 janvier 1887.]

Ventes par le Shérif—Montréal.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

noon. The writ returnable on the fifth day of April also next.

F. A. SIROIS, Sheriff.
Sheriff's Office, Sheriff's Office,
Fraserville, 26th January, 1887. 420
[First published, 29th January, 1887.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } **I**N the matter of LOUIS
No. 52. } GONZAGUE RENOUF,
wheelwright, of the parish of Trois-Pistoles, Insol-
vent ; and JOSEPH MATHIAS MICHAUD,
esquire, notary, of the same place, curator, to
wit :

A lot of land situate in the second range of Trois Pistoles, containing about two arpents and a half in superficies ; bounded to the north, to the south and to the east by Bruno Belzile, and to the west by the Grande Rivière de Trois Pistoles—with besides a saw mill and other buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, such as mill dams, flumes &c., with also the right to build thereon any mill dam, dam and flume which the purchaser may deem advisable, with further a road or outlet of twenty feet in front on the land belonging to the said Bruno Belzile, as well as the right to attach thereto any dam, baume, flume, &c., &c., on the said Rivière de Trois Pistoles, west of the same, on the land belonging to the said Bruno Belzile, and this opposite the highest and most elevated of all, which land forms part of lot number four hundred and eighteen, on the official plan and book of reference of the cadastre of Trois Pistoles.

Subject to the right of the said Bruno Belzile, to get carded and mixed, at the mill which the purchaser (L. G. Renouf), is obliged to build on the land above sold, all the wool he shall have from the sheep which belong to him, and to get six bushels of barley sifted gratuitously every year, if such mill is built. Reserving from the immovable above described the circular saw, the truck, working material and accessories belonging thereto and which are in the said mill and which belong to the Plessisville foundry company, as well as the chains fixed for holding the baume, and belonging to Messrs. Price and Bertrand.

To be sold at the church door of the parish of Trois-Pistoles, on THURSDAY, the TWENTY FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The writ returnable on the eighth day of March also next.

F. A. SIROIS, Sheriff.
Sheriff's Office, Sheriff's Office,
Fraserville, 18th January, 1887. 371
[First published, 22nd January, 1887.]

Sheriff's Sales.—Montreal.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make the same known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**
No. 675. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, corps politique et incorporé, ayant son
principal bureau d'affaires en les cité et district
de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et
tenements de **WILLIAM HOOD**, des cité et dis-
trict de Montréal, manufacturier, maintenant
absent de la Province de Québec, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-
Anne, de la cité de Montréal, et étant la moitié
nord du lot numéro quinze cent quarante-sept
(1547), des plan et livre de renvoi officiels du dit
quartier Sainte-Anne, le dit lot étant borné comme
suit : en front par la rue Prince, d'un côté par la
manufacture de tabac de Smith, et de l'autre côté
par le résidu du dit lot, en arrière par D. J.
McDonald, et contenant soixante et huit pieds
huit pouces en front et en arrière et quatre-vingt-
dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins—
avec les bâtisses et dépendances sus-érigées.
Sujet au paiement d'une rente foncière annuelle,
perpétuelle et non-rachetable de trois louis ou
douze piastres courant, pour chaque quatre mille
cinquante pieds en superficie, contenus dans le
dit lot, payable le premier jour de mai de chaque
année à John J. Day, de la cité de Montréal,
écuyer, avocat, ses héritiers ayant cause, jusqu'au
vingt-neuvième jour de septembre dix-huit cent
quatre-vingt-dix, et ensuite aux Religieuses Soeurs
Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de
Montréal, administratrices du bien des pauvres
du dit Hôtel Dieu et leurs successeurs pour
toujours.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit
bref rapportable le quinzième jour de février
prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 1er décembre 1886. 3765 3
[Première publication, 4 décembre 1886.]

FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **WILLIAM REID**, de la
No. 821. } **city de Montréal**, en-
trepreneur, Demandeur ; contre les terres et
tenements de **GEORGE SHARPE**, de la cité de
Montréal, en le district de Montréal, gentilhomme,
Défendeur.

Un lot de terre situé en le village de la Côte
Saint-Antoine, en la paroisse de Notre-Dame de
Grâce, connu et désigné aux plan et livre de
renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
de Montréal, comme lot numéro quatorze cent
trente trois (1433), faisant front sur la petite côte
du chemin Saint-Antoine, maintenant connu
comme rue Sainte-Catherine Ouest—avec les
bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER
prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit
bref rapportable le dix-huitième jour de février
prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 1er décembre 1886. 3767 3
[Première publication, 4 décembre 1886.]

FIERI FACIAS.

Montréal, à savoir : } **MESSIEURS GEOFF-**
No 481. } **FRION, DORION,**
LAFLEUR et **RINFRET**, de Montréal, distrayants ;
contre les terres et tenements de **CHARLES**
NORMANDIN, fils, de la ville de Longueuil, en le
district de Montréal, hôtelier, Requéant pour bref
de mandamus, **PIERRE E. HURTEAU**, écuyer,
régistrateur et maire de la ville de Longueuil, et
LOUIS C. BOURGEOIS, écuyer, notaire et secré-
taire-trésorier, de la dite ville de Longueuil, et tous

FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**
No. 675. } **AND MORTGAGE COM-**
PANY, a body politic and corporate, having its
principal place of business in the city and district
of Montreal, Plaintiffs; against the lands and
tenements of **WILLIAM HOOD**, of the city and
district of Montreal, manufacturer, now absent
from the province of Quebec, Defendant.

A certain lot of ground situate in the Sainte
Ann's ward, in the city of Montreal, and being the
north half of the lot number fifteen hundred and
forty seven (1547), on the official plan and book
of reference of the said Sainte Ann's ward, the said
lot being bounded as follows: in front by Prince
street, on one side by Smith's tobacco factory,
and on the other side by the remainder of the said
lot, in rear by D. J. McDonald, and containing
sixty eight feet eight inches in front and in rear
and ninety feet in the depth, the whole more or
less—with the buildings and dependances thereon
Subject and liable to and for the payment of an
annual; perpetual and unredeemable ground rent
of three pounds or twelve dollars currency, for
every four thousand and fifty superficial feet, con-
tained in said lot, payable on the first day of
May of each year to John J. Day, of the city of
Montreal, esquire, advocate, his heirs and assigns
until the twenty ninth day of September, eighteen
hundred and ninety, and afterwards to Les Reli-
gieuses Soeurs Hospitalières de Saint Joseph de
l'Hôtel-Dieu de Montréal, administratrices du bien
des pauvres du dit Hôtel-Dieu and their succes-
sors forever.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of FEBRUARY next, at
ELEVEN of the clock in the forenoon. The said
writ returnable on the fifteenth day of February
next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 1st December, 1886. 3766
[First published, 4th December, 1886.]

FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **WILLIAM REID**, of the
No. 821. } **city of Montreal**, con-
tractor, Plaintiff; against the lands and tenements
of **GEORGE SHARPE**, of the city of Montreal, in
the district of Montreal, gentleman, Defendant.

A lot of land situate in the village of Cote
Saint Antoine, in the parish of Notre Dame de
Grace, known and distinguished on the official
plan and in the book of reference of the munici-
pality of the parish of Montreal, as lot number
fourteen hundred and thirty three (1433), fronting
on the little Côte Saint Antoine road, now known
as Sainte Catherine street West—with the build-
ings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN
of the clock in the forenoon. The said writ
returnable on the eighteenth day of February
next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 1st December, 1886. 3768
[First published, 4th December, 1886.]

FIERI FACIAS.

Montreal, to wit : } **MESSRS. GEOFFRION,**
No. 481. } **DORION, LAFLEUR** and
RINFRET, of Montreal, distrayants; against the
lands and tenements of **CHARLES NORMAN-**
DIN, fils, of the town of Longueuil, in the district
of Montreal, hotel-keeper, petitioner for writ of
mandamus, **PIERRE E. HURTEAU**, esquire, regis-
trar and mayor of the town of Longueuil, and
LOUIS C. BOURGEOIS, esquire, notary and secre-
tary treasurer, of the said town of Longueuil, and

deux résidants en la dite ville de Longueuil, dit district, Défendeurs; et la ville de Longueuil, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la dite ville de Longueuil, intervenants.

Saisi comme appartenant au dit Charles Normandin, fils, les immeubles suivants, à savoir :

Deux lots de terre ou emplacements sis et situés en la ville de Longueuil, dans le comté de Chambly, district de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, (maintenant ville de Longueuil), sous les numéros trois cent vingt-trois et trois cent vingt-cinq (Nos. 323 et 325); bornée en front par le chemin de Chambly—avec maisons en bois et autres bâtisses construites sur chacun des susdits lots.

Pour être vendus, lot par lot, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapporte le douzième jour de février prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 1er décembre 1886. 3769 3
[Première publication, 4 décembre 1886.]

both residing in said town of Longueuil, said district, Defendants; and the town of Longueuil, a body politic and incorporated having its principal place of business in the said town of Longueuil, intervenants.

Seized as belonging to the said Charles Normandin, fils, the following immovables, to wit :

Two lots of land or emplacements situate and lying in the town of Longueuil, in the county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, (now town of Longueuil), under numbers three hundred and twenty three and three hundred and twenty five (Nos. 323 and 325); bounded in front by the Chambly road—with wooden houses and other buildings erected on each of the aforesaid lots.

To be sold, lot by lot, at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of February next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 1st December, 1886. 3770
[First published, 4th December, 1886.]

Ventes par le Shérif - Outaouais.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref **FIERI FACIAS DE TERRIS.**

De la Cour Supérieure—Aylmer.

Province de Québec, } **DAME CATHERINE**
District d'Ottawa. } **HARDGROVE**, du
No. 448. } canton de Maniwaki, dans
le district d'Ottawa, veuve de feu Thomas Whalen, en son vivant, du canton de Cameron, dans le district d'Ottawa, cultivateur, tant en son propre nom que commune en biens avec son dit mari, et tutrice dûment appointée suivant la loi à son enfant mineur Bridget Whalen, par acte de tutelle dûment homologué, le cinquième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-trois, et enregistré au bureau de registration du comté d'Ottawa, Demanderesse; contre les terres et tenements de **ALLAN GRANT, OCTAVE GROULX** et **CYRILLE GROULX**, tous trois du canton de Cameron, dans le district d'Ottawa, cultivateurs, conjointement et séparément, Défendeurs; et Rochon et Champagne, demandeurs par distraction de frais, à savoir:

1. La moitié nord du numéro dix-sept (No. 17) dans le second rang du canton de Cameron, dans le comté d'Ottawa, contenant environ soixante, acres en superficie, plus ou moins; bornée en devant par la rivière Gatineau, en arrière par les terres du troisième rang du dit canton de Cameron, d'un côté par le lot numéro dix-huit, et de l'autre côté par l'autre moitié du dit lot numéro dix-sept—avec les bâtisses dessus érigées; le tout la propriété du défendeur Allan Grant.

2. La moitié sud du lot numéro dix-sept (No. 17) dans le second rang du dit canton de Cameron

Sheriff's Sales.—Ottawa.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Superior Court—Aylmer.

Province of Québec, } **DAME CATHERINE**
District of Ottawa. } **HARDGROVE**, of the
No. 448. } township of Maniwaki, in
the district of Ottawa, widow of the late Thomas Whalen, in his lifetime, of the township of Cameron, in the district of Ottawa, farmer, as well in her own name as having been *commune en biens* with her said husband as tutrix duly appointed according to law to her minor child Bridget Whalen, by act of tutorship duly homologated the fifth day of March, one thousand eight hundred and eighty three, and enregistered in the registry office of the county of Ottawa, Plaintiff; against the lands and tenements of **ALLAN GRANT, OCTAVE GROULX** and **CYRILLE GROULX**, all three of the township of Cameron, in the district of Ottawa, farmers, jointly and severally, Defendants; and Rochon and Champagne, Plaintiffs *par distraction de frais*, to wit:

1. The north half of lot number seventeen (No. 17), in the second range of the township of Cameron, in the county of Ottawa, containing about sixty acres in superficies, more or less; bounded in front by the Gatineau river, in rear by the lands of the third range of the said township of Cameron, on one side by lot number eighteen, and on the other side by the other half of the said lot number seventeen—with the buildings thereon erected, the whole the property of the defendant Allan Grant.

2. The south half of the said lot number seventeen (No. 17), in the second range of the

dans le comté d'Ottawa, contenant environ soixante et neuf acres en superficie, plus ou moins; bornée par devant par la rivière Gatineau, en arrière par les terres du troisième rang du dit canton, d'un côté par le lot numéro seize, et de l'autre côté par l'autre moitié du dit lot numéro dix-sept décrit ci-haut—avec les bâtisses dessus érigées. Le tout la propriété du défendeur Cyrille Groulx.

Pour être vendues au bureau du registraire pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le QUINZIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de mars 1887.

LOUIS M. COUTLER, Sherif.
Bureau du Sherif, 3791 3
Aylmer, 1er décembre 1886.
[Première publication, 4 décembre 1886.]

said township of Cameron, in the county of Ottawa, containing about sixty nine acres in superficies, more or less; bounded in front by the river Gatineau, in the rear by the lands of the third range of the said township, on one side by lot number sixteen, and on the other side by the other half of the said lot number seventeen, above described—with the buildings thereon erected. The whole the property of the defendant Cyrille Groulx.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of March, 1887.

LOUIS M. COUTLER, Sherif.
Sheriff's Office, 3792
Aylmer, 1st December, 1886.
[First published, 4th December, 1886.]

Ventes par le Sherif.—Québec.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que le **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **MAXFIELD SHEPPARD**,
No. 2172. } de la cité de Toronto,
comptable, et **DAME CHARLOTTE SHEPPARD**,
de l'endroit appelé Drummondville, en le comté de Drummond, district d'Arthabaska, veuve de feu Robert Nugent Watts, en son vivant, du même lieu, écuyer; contre **EDGAR BOLDUC**, ci devant de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, tailleur de pierre, maintenant de lieux inconnus, à savoir:

Le lot No. 177, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb, en le comté de Québec, à l'endroit appelé Bergerville, étant un lot de terre de 4150 pieds en superficie, et situé sur le coin sud-ouest du chemin appelé Samos ou Saint-Louis et rue L'ight. Sujet à une rente constituée annuelle de \$16.00, au capital de \$320.00, en faveur de Maxfield Sheppard.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Colomb, le ONZIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'avril prochain.

ALLEYN & PAQUET.

Bureau du Sherif. Sherif.
Québec, 2 décembre 1886. 3803 3
[Première publication, 4 décembre 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **LE CREDIT FONCIER**
No. 1379. } **FRANCO CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montreal, et un bureau d'affaires en la cité de Québec; contre **ERNEST ETIENNE COCHOIS**, de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, dans le district de Québec, horticulteur, à savoir:

1° Le No. 202, du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant une terre située dans la première concession, contenant quatre-vingt-quatre arpents et vingt perches en superficie—avec bâtisses. A distraire, un arpent de terre de front sur trois

Sheriff's Sales.—Quebec.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **MAXFIELD SHEPPARD**, of
No. 2172. } the city of Toronto, accountant, and **DAME CHARLOTTE SHEPPARD**, of the place called Drummondville, in the county of Drummond and district of Arthabaska, widow of the late Robert Nugent Watts, in his lifetime, of the same place, esquire; against **EDGAR BOLDUC**, heretofore of the parish of Saint Colomb de Sillery, stone cutter, now of parts unknown, to wit:

Lot No. 177, of the official cadastre of the parish of Saint Colomb, in the county of Quebec, at the place called Bergerville, being a lot of ground of 4150 feet in superficies, and situated on the south west corner of the road called Samos or Saint Louis and L'ight streets. Subject to an annual constituted rent of \$16.00 to the capital of \$320.00, in favor of Maxfield Sheppard.

To be sold at the parochial church door of Saint Colomb, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of April next.

ALLEYN & PAQUET.

Sheriff's Office, Sherif.
Québec, 2nd December, 1886. 3804
[First published, 4th December, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **THE CREDIT FONCIER**
No. 1379. } **FRANCO CANADIEN**, a body politic and incorporate, having its chief business office in the city of Montreal, and a business office in the city of Québec; against **ERNEST ETIENNE COCHOIS**, of the parish of Saint Colomb de Sillery, in the district of Québec, horticulturist, to wit:

1° No. 202, of the official cadastre of the parish of La Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, being a land situate in the first concession, containing eighty four arpents and twenty perches in superficies—with buildings. Reserving therefrom one arpent of land in front by three arpents

arpents de profondeur, appartenant à Madame François Bertrand, et aussi un petit lopin de terre appartenant à la dite Dame Bertrand, occupé comme jardin, d'un arpent de front sur trois quarts d'arpent de profondeur, à être sur le devant de la dite terre près du fleuve; et borné d'un côté au nord est à Salim Garneau, au sud à la dite Dame Bertrand, et au nord-ouest au reste de la dite terre.

2° Le No. 339, du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant une terre située en la deuxième concession, contenant 73 arpents en superficies.

3° Le No. 501, du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant une terre située en la troisième concession, contenant 30 arpents en superficies.

Les dits Nos. 202, 339 et 501, pour être vendus en un seul et même lot.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, le CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de février prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 2 décembre 1886. 3835 3
[Première publication, 4 décembre 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DOMINICK DEVLIN, cultivateur, de la paroisse de Saint-Sylvestre; contre MICHAEL MUL LAVEY et JOHN MULLAVEY, tous les deux, ci-devant de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, et maintenant de lieux inconnus dans les Etats-Unis de l'Amérique, et autres, *es qualité*, à savoir:

1° Lot No. 126, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, de trois arpents en superficie—avec bâtisses.

2° Lot No. 127, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, de quatre-vingt sept arpents en superficie—avec bâtisses.

3° Lot No. 128, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, de quatre-vingt six arpents en superficie—avec bâtisses.

4° Lot No. 129, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, de trois arpents et soixante perches de superficie—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Patrice de Beauvillage le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-unième jour de mars prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 30 décembre 1886. 4317 2
[Première publication, 31 décembre 1886.]

Ventes par le Shérif—St. François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toute personne ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

in depth, belonging to Madame François Bertrand, and also a small parcel of land belonging to the said Dame Bertrand, occupied as a garden, of one arpent in front by three quarters of an arpent in depth, to be taken from the front of the said land near the river; and bounded on one side to the north east by Salim Garneau, to the south by the said Dame Bertrand, and to the north west by the remainder of said land.

2° No. 339, of the official cadastre of the parish of la Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, being a land situate in the second concession, containing 73 arpents in superficies.

3° No. 501, of the official cadastre of the parish of la Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, being a land situate in the third concession, containing 30 arpents in superficies.

The said Nos. 202, 339 and 501, to be sold in one and the same lot.

To be sold at the parochial church door of la Pointe-aux-Trembles, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty fourth day of February next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 2nd December, 1886. 3806
[First published, 4th December, 1886.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } DOMINICK DEVLIN, farmer, No. 1315. } of the parish of Saint Sylvestre; against MICHAEL MULLAVEY and JOHN MULLAVEY, both heretofore of the parish of Saint Patrick de Beauvillage, now of parts unknown, in the United States of America, and others, *es qualité*, to wit:

1° Lot No. 126, of the official cadastre of the parish of Saint Patrick of Beauvillage, of three arpents in superficies—with buildings.

2° Lot No. 127, of the official cadastre of the parish of Saint Patrick of Beauvillage, of eighty seven arpents in superficies—with buildings.

3° Lot No. 128, of the official cadastre of the parish of Saint Patrick of Beauvillage, of eighty six arpents in superficies—with buildings.

4° Lot No. 129, of the official cadastre of the parish of Saint Patrick of Beauvillage, of three arpents and sixty perches in superficies—with buildings.

To be sold at the parochial church door of Saint Patrick de Beauvillage, on the FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty first day of March next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 30th December, 1886. 4349
[First published, 31st December, 1886.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteenth days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : } **GARDNER BOYNTON**,
No. 452. } **TON**, de Portville,
de l'Etat de l'Iowa, un des Etats-Unis de l'Amérique, cultivateur ; contre les terres et tenements de **DACUS E. OLIVER**, du canton de Eaton, en le dit district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Tous ces morceaux de terre sis et situés en le canton de Eaton, connus comme :

Premièrement.—Le quart sud du lot numéro six, dans le quatrième rang des lots du dit canton de Eaton. (A distraire d'icelui un petit morceau avec une source d'eau appartenant à John W. Rogers.) Le résidu d'icelui contenant quarante-neuf acres et demi, plus ou moins, déduction cependant à être faite d'iceux de telle partie de la dite terre qui peut appartenir à Bertrand Alger, supposée contenir environ deux acres.

Deuxièmement.—Les vingt acres le plus au nord du lot numéro six, dans le troisième rang du dit canton de Eaton, lesquels étant toute la largeur du dit lot, et s'étendant au sud assez loin pour comprendre la dite quantité de terre.

Troisièmement.—Partie du coin sud-ouest du lot numéro cinq, dans le dit quatrième rang du dit canton de Eaton, décrite et bornée comme suit, à savoir : au sud par le chemin Principal, à l'ouest par le dit quart sud en premier lieu décrit, au nord et à l'est par une autre partie du dit lot numéro cinq, mesurant quatre perches de largeur sur quatre-vingt perches de longueur, et contenant deux acres en superficie. Les dits trois morceaux de terre contenant ensemble environ soixante et dix acres en superficie—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le district de Saint-François, le TRENTE-UNIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'avril prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 25 janvier 1887.

Shérif.
395

[Première publication 29 janvier 1887.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir : } **L'HONORABLE**
No. 994. } **EDWARD TOWLE**
BROOKS, de la cité de Sherbrooke, un des juges de la Cour Supérieure de Sa Majesté, du district de Saint-François, Demandeur ; contre les terres et tenements de **DAME EMELIE DESCHENES**, du canton de Westbury, en le dit district, épouse de James Berane, du même lieu, cultivateur, en sa qualité de curatrice dûment nommée à son mari interdit, Défenderesse, à savoir :

Premièrement.—Le quart nord-ouest du lot numéro dix, dans le premier rang des lots du dit canton de Westbury.

Deuxièmement.—Le quart sud-est du lot numéro neuf, dans le deuxième rang de Westbury susdit.

Troisièmement.—La moitié sud de la moitié ouest du lot numéro dix, dans le deuxième rang de Westbury susdit, contenant en tout environ cent cinquante acres de terre—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district, le TRENTE-UNIEME jour de MARS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

Saint Francis, to wit : } **GARDNER BOYNTON**,
No. 452. } **TON** of Portville, in the
State of Iowa, one of the United States of America, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DACUS E. OLIVER**, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

All those certain pieces and parcels of land situate and being in the said township of Eaton, known as :

Firstly.—The south quarter of the lot number six, in the fourth range of lots in the said township of Eaton. (Save and except therefrom a small piece with a spring of water thereon, owned by John W. Rogers). The remainder thereof containing forty nine and one half acres, more or less, deduction however to be made therefrom of whatever portion of said land may be owned by Bertrand Alger, supposed to be about two acres.

Secondly.—The most northerly twenty acres of the lot number six, in the third range of the said township of Eaton, the same being of the entire width of the said lot, and extending south far enough so as to include the said quantity of land.

Thirdly.—Part of the south west corner of the lot number five, in the said fourth range, of the said township of Eaton, described and bounded as follows, to wit : on the south by the Main road, on the west by the said south quarter firstly described, on the north and east by other part of said lot number five, measuring four rods in width by eighty rods in length, and containing two acres in superficies. The said three pieces of land containing together about seventy acres in superficies—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in the district of Saint Francis, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of April next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 25th January, 1887.
First published, 29th January, 1887.]

Sheriff
396

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit : } **THE HONORABLE**
No. 994. } **EDWARD TOWLE**
BROOKS, of the city of Sherbrooke, one of Her Majesty's Justices of the Superior Court, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME EMELIE DESCHENES**, of the township of Westbury, in said district, wife of James Berane, of the same place, farmer, in her quality of curatrix, in due form of law appointed to her husband, an interdict, Defendant, to wit :

Firstly.—The north west quarter of lot number ten, in the first range of lots in the said township of Westbury.

Secondly.—The south east quarter of lot number nine, in the second range of Westbury aforesaid.

Thirdly.—The south half of the west half of lot number ten, in the second range of Westbury aforesaid, containing in all about one hundred and fifty acres of land—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, at ELEVEN

prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'avril prochain.

G. F. BOWEN, Sheriff.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 26 janvier 1887. 409
[Première publication, 29 janvier 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
De la Cour Supérieure—District de Montréal.
Saint-François, à savoir : } **THE TRUST AND**
No. 156. } **LOAN COMPANY**
OF CANADA, corporation légalement constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de ANNY GERTRUDE YOUNG, de la cité de London, en la province d'Ontario, épouse dument séparée de biens de l'honorable Mathew Aylmer, du même lieu, Major de Brigade dans la milice, et le dit Honorable MATHIEW AYLMER, afin d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, Défendeurs, à savoir :

Comme appartenant à la dite Dame Anny Gertrude Young.

Un morceau de terre composé de cent vingt-cinq acres du lot numéro quatorze, dans le sixième rang du canton de Melbourne, en le comté de Richmond, en le district de Saint-François, et soixante et treize acres et demi du lot numéro quatorze, dans le septième rang du dit township de Melbourne, formant ensemble cent quatre-vingt-dix-huit acres, plus ou moins ; borné du côté sud-ouest par le résidu du dit lot numéro quatorze, dans le sixième rang, la propriété de R. McMorine, du côté nord-est par le résidu du lot numéro quatorze, dans le dit septième rang, la propriété de l'honorable W. H. Webb, et les héritiers de feu S. William—avec les bâtisses surélevées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Richmond, en la ville de Richmond, en le district de Saint-François, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour d'avril prochain.

G. F. BOWEN, Sheriff.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 27 janvier 1887. 435
[Première publication, 29 janvier 1887.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rajout du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District des Trois Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **MILTON PENNING-**
No. 372. } **TON, Demandeur ;**
contre **URBAIN GELINA, Défendeur.**

Un emplacement situé en la cité des Trois-

o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of April next.

G. F. BOWEN, Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 26th January, 1887. 410
[First published, 29th January, 1887.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
From the Superior Court—District of Montreal.
Saint Francis, to wit : } **THE TRUST AND**
No. 156. } **LOAN COMPANY OF**
CANADA, a corporation legally constituted by public act of Parliament, having its principal place of business, for the Province of Quebec, in the city of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of ANNY GERTRUDE YOUNG, of the city of London, in the Province of Ontario, wife duly separated as to property of the Honorable Mathew Aylmer, of the same place, Brigade Major of Militia, and the said Honorable MATHIEW AYLMER, for the purpose of authorizing his said wife to the effect of these presents, Defendants, to wit :

As belonging to the said Dame Anny Gertrude Young.

A piece or parcel of land composed of one hundred and twenty five acres of the lot number fourteen, in the sixth range of the township of Melbourne, in the county of Richmond, in the district of Saint Francis, and seventy three acres and a half of the lot number fourteen, in the seventh range of said township of Melbourne, forming together one hundred and ninety eight acres, more or less ; bounded on the south west side by the remainder of the said lot number fourteen, in the sixth range aforesaid, the property of R. McMorine, on the north east side by the remainder of lot number fourteen, in the said seventh range, the property of the Honorable W. H. Webb, and of the heirs of the late S. William—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the district of Saint Francis, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of April next.

G. F. BOWEN, Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 27th January, 1887. 436
[First published, 29th January, 1887.]

Sheriff's Sales—Three Rivers.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions, *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other* oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **MILTON PENNING-**
No. 372. } **TON, Plaintiff ; vs.**
URBAIN GELINAS, Defendant.
An emplacement situate in the city of Three

Rivières, sur le côté sud-ouest de la rue Saint-George, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, par le numéro trois cent soixante et dix (370)—avec une maison dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge par l'acquéreur adjudicataire de payer à la corporation de la cité des Trois-Rivières, une rente foncière annuelle et perpétuelle de une piastre et un centin courant, la dite rente payable le quinze mai chaque année.

§ Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le sixième jour d'avril prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 janvier 1887. 415
(Première publication, 29 janvier 1887.)

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME ADEL'NE
No. 489. } MELANÇON, de la
cité des Trois-Rivières, épouse d'Urbain Gélinas,
du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demandeur; contre URBAIN GELINAS,
Défendeur.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté sud de la rue Saint-Denis, faisant partie du numéro deux cent vingt-sept (227), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, de trente piels de front sur soixante piels de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la dite rue Saint-Denis, et en profondeur par Louis Morrisette, joignant au nord-est à Onésime Dumont, et au sud-ouest à Edmond Michelin—avec une maison en construction dessus et avec un passage mitoyen de quatre piels de largeur pour sa part, suivant acte de vente par Joseph Dalaire à Antoine Chrétien, devant M^{re} P. L. Craig, notaire, le seize janvier mil huit cent soixante et quinze.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 28 décembre 1886. 4287 2
(Première publication, 31 décembre 1886.)

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME CELINA
No. 202. } LATULIPPE,
Demanderesse; contre LEON LACOURSIERE et
DAME MARIE ANTOINETTE LACOURSIERE,
épouse séparée de biens de Charles L'Heureux,
fils, Défendeurs.

Comme appartenant à Dame Marie Antoinette Lacoursière :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, dans le village, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, par le numéro cent cinquante-huit (158) — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, le SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 28 décembre 1886. 4289 2
(Première publication, 31 décembre 1886.)

Rivers, on the south west side of Saint George street, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers, by number three hundred and seventy (370)—with a house thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge upon the purchaser of paying to the corporation of the city of Three Rivers, an annual and perpetual ground rent of one dollar and one cent currency, the said rent payable on the fifteenth of May in each year.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, at the court house, in the city of Three Rivers, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of April next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 26th January, 1887. 416
(First published, 29th January, 1887.)

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME ADEL'NE
No. 489. } MELANÇON, of the
city of Three Rivers, wife of Urbain Gélinas, of
the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff; against URBAIN GELINAS, Defendant.

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the south side of Saint Denis street, forming part of number two hundred and twenty seven (227), of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers, of thirty feet in front by sixty feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by the said Saint Denis street, and in depth by Louis Morrisette, adjoining on the north east to Onésime Dumont, and on the south west to Edmond Michelin—with a house thereon in course of construction and with a passage in common of four feet in width for his share, according to deed of sale by Joseph Dalaire, to Antoine Chrétien, before M^{re} P. L. Craig, notary, on the sixteenth January, one thousand eight hundred and seventy five.

To be sold at my office, in the city of Three Rivers, on the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of March next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 28th December, 1886. 4288
(First published, 31st December, 1886.)

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME CELINA LATU-
No. 202. } LIPPE, Plaintiff;
against LEON LACOURSIERE and DAME
MARIE ANTOINETTE LACOURSIERE, wife
separated as to property from Charles L'Heureux,
junior, Defendants.

As belonging to Dame Marie Antoinette Lacoursière :

An emplacement situate in the parish of Saint François Xavier de Batiscan, in the village, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint François Xavier de Batiscan, by number one hundred and fifty eight (158)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, on the SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of March next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 28th December, 1886. 4290
(First published, 31st December, 1886.)

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
HUNTINGDON.

Avis public est par les présentes donné que MERCREDI, le DEUXIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à l'endroit où sont tenues les séances du conseil du dit comté, dans la bâtisse du comté, les terrains ci-après décrits, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires dues sur les dits terrains et de tous frais encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
HUNTINGDON.

Public notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, at the place where the sessions of said council are held in the county building, in the village of Huntingdon, in said county, the lands hereinafter mentioned, in default of payment of the municipal and school taxes for which they are liable with the costs incurred.

Municipalité du township de Elgin.

Municipality of the township of Elgin.

Noms. — Names.	Qualité. — Quality.	No. du lot. — No. of lot.	Rang. — Range.	No. d'acres. — No. of acres.	Montant des taxes. — Amount of taxes.
Patrick R. McGondle	Cultivateur.— Farmer.....	Pas divisé $\frac{1}{2}$ du $\frac{1}{4}$ E. du $\frac{1}{4}$ O. 14.—Undivided $\frac{1}{2}$ of E. $\frac{1}{4}$ of W. $\frac{1}{4}$ 14.....	2	50	\$ cts 7 26

Municipalité du village de Huntingdon.

Municipality of the village of Huntingdon.

Héritiers Heirs Alexan- der Henry.....	{	49	Rue—King Str.	{	15 40
Edward Blanchette.....		43	Parc—Park lot		
Journalier.— Laborer		Partie—Part 4	10	1	3 30

Municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Barbe.

School municipality of the parish of Sainte Barbe.

Hyacinthe Lalonde.....	Cultivateur.— Farmer.	Partie—Part 6	1	40	2 58
Isidore Bougie.....	do	do 7	1	50	7 23
Narcisse Faubert.....	do	do 6 & 7	1	80	5 15
Urgel Faubert	do	do 8	1	40	1 50
John C. Quinn	do	do 20	2	60	26 64

R. HYNDMAN,

Secrétaire-trésorier C. M. comté de Huntingdon
Secretary treasurer M. C. county of Huntingdon.

261-2

Huntingdon, 7 janvier.—7th January, 1887.

Province de Québec. }

BUREAU DE LA CORPORATION DU COMTÉ D'HOCHELAGA.

Montréal, 4 janvier 1887.

Je, soussigné, Charles M. R. Prenoveau, secrétaire-trésorier de la corporation du comté d'Hochelaga, donne par les présentes avis public, que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public, au lieu ordinaire des séances du dit comté, au No. 204, rue Saint-Jacques, à Montréal, MERCREDI, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour le montant des taxes municipales et scolaires et autres charges dues aux municipalités ci-après mentionnées, si ces taxes et charges ne sont pas payées avec intérêt et les frais encourus avant le jour de la dite vente.

Province of Quebec. }

OFFICE OF THE CORPORATION OF THE COUNTY OF HOCHELAGA.

Montreal, 4th January, 1887.

I, the undersigned, Charles M. R. Prenoveau, Secretary Treasurer of the Corporation of the County of Hochelaga, hereby give public notice that the lands hereinafter mentioned, will be sold by public auction, at the ordinary place of the meeting of the Council of the said County, at No 204, St. James street, Montreal, WEDNESDAY, the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock of the forenoon, for the payment of municipal and school taxes and others charges due to the municipalities hereinafter mentioned, if the said taxes and charges are not paid with interest and costs incurred before the day of the said sale.

Village de Notre-Dame de Grâces Ouest.—Village of Notre Dame de Grâces Ouest.

Nom du propriétaire, possesseur ou occupant.	Résidence.	Taxes municipales. Municipal Taxes.	Taxes scolaires. School Taxes.	Frais de perception et intérêts.—Cost of perception & interest.	No. du Rôle d'Évaluation. No. of the Valuation Roll.	No. du Cadastre. No. of the cadastre.	Subdiviſion. Subdivision.	Superficie. Superficies.	Avec bâtimens dessus érigés. With buildings thereon erected.	Lot vacant.	Vacant lot.	Montant total da. Total Amount due.
Prudhomme Eustache Hble.....	Notre-Dame de Grâces.	\$ 11 20	\$ 62 80	.....	.....	84	.....	.....	.....	.....	.....	\$ 74 05
do do	do	16 80	85 50	.....	.....	152	.....	.....	.....	.....	.....	102 30
do do	do	4 90	27 00	.....	.....	156	.....	.....	.....	.....	.....	31 90
do do	do	0 04	0 10	.....	.....	157	.....	.....	.....	.....	.....	0 14

Ville St. Henri.—Town of St. Henry.

Peterkin, E. H.....	Saint-Henri.....	14 24	191	1513	} 7200pds-	1	14 24
Seybold, J. P.....	do	22 99	465	1514		1	22 99
L'Union des abattoirs de Montréal ou Représentant.....	do	1 32	718	1668		1	1 32
do	do	1 32	719	1705	Pt N.O. 1705	1	1 32
do	do	1 17	720	1705		1	1 17
do	do	1 32	726	1705		1	1 32
do	do	1 32	727	1705		1	1 32
do	do	2 46	728	1705		1	2 46
do	do	1 32	729	1705		1	1 32
do	do	1 32	729	1705		1	1 32

do	do	do	1 32	730	1705	164	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	731	1705	165	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	732	1705	166	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	733	1705	167	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	734	1705	168	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	735	1705	169	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	736	1705	170	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	737	1705	171	1753	1	1 32
do	do	do	1 32	739	1705	173	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	740	1705	174	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	741	1705	175	1752	1	1 32
do	do	do	1 32	742	1705	176	1752	1	1 32
do	do	do	1 48	743	1705	177	2240	1	1 48
do	do	do	1293 89	821	1721-1705	Partie Sud-Est du numéro officiel et subdivisions 178 à 195 inclusivement du numéro officiel formant une superficie totale de 267,938 pieds.—South East part of official number and subdivisions 178 to 195 inclusive of the official number giving a superficie of 267,938 feet.			
do	do	do	2 88	1362	1913	57	2690	1	1293 89
do	do	do	2 88	1363	1913	56	2690	1	2 88
do	do	do	35 97	1367	1913	36 à-52	48178	1	35 97
do	do	do	213 29	1388	1913	16, 17, 18, 19	189920	1	213 29
					3412	6, 7, 8			

Sault-au-Récollet (Haut).—Sault-au-Récollet (Upper).

Benoit Elzéard	Montréal	0 38	33	323	172	1	0 38
McWillie John	Saint-Laurent	2 00	100	276		1	2 00
Bromby William		9 00	118	262		1	9 00
Desgeorges Gabriel	Montréal	3 00	125	245	21-22	1	3 00
Leblanc J. H.		0 52	151	247	15-16	1	1 12
Beaudry U.		2 08	153,179	247	17-43	1	2 08
do			180,213	247	44-77	1	
Frigon Benjamin		1 52	158	247	22	1	1 52
Chalut Arthur	Montréal	0 26	184	247	48	1	0 26
Beaudry A. H.		0 52	208	247	72	1	0 52
Armstrong W.		0 52	210	247	74	1	0 52
do		0 52	211	247	75	1	0 52
Succes.—Estate Guilbault J. E.		0 52	315,316	248	6-9	1	0 52
do		0 52	317,318	248	15-16	1	0 52
do		0 52	319,320	248	17-18	1	0 52

Sault-au-Récollet (Haut)—Suite.—Sault-au-Récollet (Upper).—Continued.

Nom du propriétaire, possesseur ou occupant.	Résidence.	Taxes municipales.	Taxes scolaires.	Frais de perception et intérêts.—Cost of perception & interest.	No. du rôle d'évaluation.	No. du cadastre.	Subdivision.	Superficie.	Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	Lot vacant.	Vacant lot.	Montant total dû.	Total Amount due.
Name of the proprietor or occupant.	Residence.	Municipal Taxes.	School Taxes.		No. of the valuation Roll.	No. of the cadaster.	Subdivision.	Superficies.						
Succes.—Estate Guilbault E. J.			0 52		321,322	248	19-20				1		0 52	
do			0 52		323,324	248	21-22				1		0 52	
do			0 52		325,326	248	24-25				1		0 52	
do			0 52		327,328	248	26-29				1		0 52	
do			0 52		329,330	248	31-32				1		0 52	
do			0 26		331	248	34				1		0 26	
Bessette D. G.			1 04	0 60	342,343	248	3-4				1		1 04	
do			1 04		344,345	248	5-33				1		1 04	
Rabat Emile			0 52		349	323	180-193				1		0 52	
Dunning Louis			0 52		353	323	350-351				1		0 52	
Mann William			1 04		361	323	163-164				1		1 04	
Barker Charles			0 52		367	323	353-370				1		0 52	
Wright Mary, épouse de R. Deacon			0 52		368	323	358-359				1		0 52	
Giroux Joseph			0 52		369	323	154-155				1		0 52	
do			0 26			323	184				1		0 26	
Coupal Gédéon			0 26		372	323	76				1		0 26	
Parker William			1 04		377	323	352-369				1		1 04	
Walker William et al.	Montréal.		0 52		378,381	323	360				1		0 52	
Hamilton Thos.	do		0 52		380	323	361-362				1		0 52	
Bourgeois Nazaire H.	do		0 52		384	323	191-204				1		0 52	
Meilleur Joseph	do		0 52		386	323	152-165				1		0 52	
Labelle Alphonse	do		0 52	0 60	357	323	156-157				1		1 12	
do	do		0 26		357	323	158				1		0 26	
Lajeunesse Narcisse	Sault-au-Récollet.		7 50			245							7 50	

Ville de Sainte-Cunégonde.—Town of Sainte Cunégonde.

Bouville Louis	Ste. Cunégonde	121 57	29 34		623	449-452		4800 pieds.	1		150 91
----------------	----------------	--------	-------	--	-----	---------	--	-------------	---	--	--------

Hochelaga (Cité de Montréal.)—Hochelaga (City of Montreal.

Jetté L. A. l'Honorable <i>et al.</i>	Montréal.....	0 60	166-1598	615-64	1	0 60
do	do	0 36	1598-166	66-613	1	0 36
do	do	0 60	166	92	1	0 60
do	do	3 15	166	22, 23, 24	1	3 15
do	do	0 60	162	1	1	0 60

Village de Saint-Louis du Mile-End.—Village of Saint Louis of Mile-End.

Auger Arthur.....	Mile-End.....	7 44	9 90	0 40	60A	1	17 74
Brunet André.....	do	8 01	4 54	0 30	64	1	12 85
Charbonneau J. B.....	do	6 19	3 90	0 25	½ S. 177	1	10 34
Geurnou Jos. Dame veuve—Mrs. widow.....	Montreal.....	7 10	9 48		52		16 58
Lebeau Fie. Dame veuve—Mrs. widow.....	St. Laurent.....	18 00		0 45	76	1	18 49
Lefebvre Joseph.....	Mile-End.....	28 89		0 70	181	1	29 59
Maillet L. L.....	Montreal.....	25 20		0 63	167	1	25 83
Succ.—Estate Picar Eustache Revd.....		8 10	10 40	0 45	54	1	18 45
Picote Pierre & Richer Herminie.....		26 10	32 80	1 48	77	1	60 38
do do		32 40	36 40	1 70	87		70 50
do do		15 84	21 12	0 93	Partie—pt 131		37 89
do do		2 38	3 18	0 15	137		5 71
do do		4 95	6 60	9 30	172		11 85
Guilbault François.....	Mile-End.....		3 90	0 10	½ E. 177	1	4 00

Village de la Côte Saint-Louis.—Village of Côte Saint Louis.

Succ.—Estate Moreau Henriette		7 00	3 50	8	167	27	1	10 50
"		11 25	5 63	282	198	17	1	16 88
"		22 50	11 25	296	198	28-29	1	33 75
"		33 75	16 88	297	198	30-31-32	1	50 63
"		45 00	22 50	303	198	38-39-40-41	1	67 50
"		5 63	2 87	316	198	49	1	8 50
"		33 75	16 88	318	198	54-56-57	1	50 63
"		33 75	16 88	318	198	58-59-60	1	50 63
"		33 75	16 88	318	198	61-62-63	1	50 63
"		33 75	16 88	321	198	69-70-71	1	50 63
"		33 75	16 88	321	198	72-73-74	1	50 63
"		22 50	11 25	321	198	75-76	1	33 75
"		33 75	16 88	330	198	85-86	1	50 63

Village de la Côte Saint-Louis—*Suite.*—Village of Côte Saint Louis—*Continued.*

Nom du propriétaire possesseur ou occupant.	Résidence.	Taxes municipales. Municipal Taxes.	Taxes scolaires School Taxes.	Frais de perception et intérêts.—Cost of perception & interest.	No. du rôle d'évaluation. No. of the valuation Roll.	No. du Cadastre. No. of the cadastre.	Subdivision.	Superficie. Superficies.	Avec bâtimens des- sus érigés. With buildings thereon erected.	Lot vacant.	Vacant lot. Montant total dû.	Total Amount due.
Succ.—Estate Moreau Henriette.....		56 25	22 50	.....	331	198	87-89	.....	.....	1	78 75	
" "		78 75	26 61	.....	331	198	90-91	.....	.....	1	105 36	
Succ.—Estate Desnoyers J. A.		7 80	3 87	.....	159	162	111-110	.....	.....	1	11 67	
Montreal Loan & Mortgage Co		13 50	6 75	.....	134	162	214-215	.....	.....	1	20 25	
Lévesque Joseph.....	Côte Saint-Louis.....	9 40	4 70	.....	547	221-222			1		14 10	
Lionais J. D. Edouard.....	Montréal.....	339 16	91 87	.....		7	Tout le terrain compris entre les Nos. 63 et 1039, de la subdivision du No. 7, à l'exception des lots de terre portant les numéros de subdivision 105, 129, 131, 375, 409, du même numéro officiel.—All the ground contained between the Nos. 63 and 1039, of the subdivision of No. 7, exception the lots of subdivision 105, 129, 131, 375, 409, of the same official number					431 03

Village de la Côte Saint-Antoine.—Village of Côte Saint Antoine.

Dickinson J. C. Mrs.....	17 31	1 19	10	214	2	20300 pds.-ft.	18 50
Succ.—Estate Whyte John.....	16 79	0 90	263	Pt. 287		30500 "	17 69
Howley James.....	38 22	1 12	414	375	139-140	6460 "	39 34

MUNICIPALITE DU COMTE DE MONTMORENCY, No. 2.

Avis public est par les présentes donné par J. Z. Dubeau, secrétaire trésorier du conseil municipal du comté de Montmorency, numéro deux, que **MERCREDI**, le **DEUXIEME** jour du mois de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin, au lieu ordinaire des sessions du conseil, en la paroisse Sainte-Famille, le terrain ci-après désigné sera vendu à l'enchère publique, à défaut de paiement des cotisations scolaires et municipales dues à la municipalité de la paroisse de Saint-Jean, et des frais encourus.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MONTMORENCY, No. 2.

Public notice is hereby given by J. Z. Dubeau, secretary treasurer of the municipal council of the county of Montmorency, number two, that **WEDNESDAY**, the **SECOND** day of the month of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon, at the place where the sessions of the said council are held, in the parish of Sainte-Famille, the land hereinafter described will be sold by public auction, in default of payment of the municipal and school taxes due to the municipality of the parish of Saint Jean, and of the costs incurred.

Municipalité.	Nom du propriétaire.	No. du cadastre.	Taxes municipales.	Municipal taxes.	Taxes scolaires.	School taxes.	Frais.	Total.
Municipality.	Name of owner.	No. of cadaster.					Costs.	
Saint-Jean.....	Succession de feu — Estate Edouard Therrien.....	44	\$ 2 55		\$0 17		\$0 53	\$3 25

Donné à Sainte-Famille, ce troisième jour du mois de janvier mil huit cent quatre-vingt-sept.

273 J. Z. DUBEAU,
S. T. C. M., Comté M. No. 2.

PROVINCE DE QUEBEC,

MUNICIPALITE DU COMTE DE CHAMPLAIN.

Bureau du Conseil Municipal du comté de Champlain.

Ste-Geneviève de Batiscan, le 7 janvier 1887.
Avis public est par le présent donné par David Tancred Trudel, secrétaire-trésorier du dit conseil, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus, à l'enchère publique, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, au lieu ordinaire où le conseil de comté tient ses sessions, **MERCREDI**, le **DEUXIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin; pour les cotisations et charges municipales dues sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir :

Given at Sainte Famille, this third day of the month of January, one thousand eight hundred and eighty seven.

274 J. Z. DUBEAU,
S. T. C. M., County M. No. 2.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHAMPLAIN.

Office of the municipal council of the county of Champlain.

Ste-Geneviève de Batiscan, 7th January, 1887.
Public notice is hereby given by David Tancred Trudel, secretary treasurer of the said council, that the lots of land hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, at the place where the sessions of the said council of the county are held, on **WEDNESDAY**, the **SECOND** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon, for assessments and municipal charges due upon the several lots of land hereinafter described, unless the same be paid with costs before the sale, to wit :

Noms des municipalités.	Noms des propriétaires.	Concession ou rang.	No. du cadastre.	Etendue en arpents et perches.—Extent in arpents and perches.	Montant dû.—Amount due.
Names of municipalities.	Names of owners.	Concession or range.	No. on the cadastre.		
Municipalité de la paroisse de St. Prosper—Municipality of the parish of St. Prosper.....	Joseph Hivon, fils de Jos.—Son of Jos....	1er rang.—1st range Price	465	27 arpents	\$ cts
do	Jean Bte. Morin.....	1er rang.—1st range St. Charles.....	599	40 "	2 82
Municipalité de la paroisse de St. Luc.—Municipality of the parish of St. Luc....	Hérit.—Heirs James Bundock.....	3e rang.—3rd range.	272	49 arpents 20 perch.	5 05

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTE DE BONAVENTURE.

Je donne par le présent avis public que les terrains ci-après mentionnés et décrits seront vendus par encan public, dans le bureau du conseil municipal du comté de Bonaventure, à New-Carlisle, le **SECOND** jour de MARS prochain (1887), à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et taxes et charges dues à la municipalité locale de New-Carlisle, sur les différents terrains ou parties de terrains ci-après décrits, à moins qu'elles ne soient payées et les frais encourus avant le jour de la vente, savoir :

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF BONAVENTURE.

I do hereby give public notice that the lands hereinafter mentioned and described will be sold by public auction, in the office of the municipal council of the county of Bonaventure, at New Carlisle, on the **SECOND** day of MARCH next, (1887), at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments, taxes and charges due to the local municipality of New Carlisle, on the several lots and part of lots hereinafter described, unless the same be paid with the costs incurred before the day of sale, to wit :

Noms.—Names.	Désignation des terrains.—Designation of lots.	Cotisations d'écoles. — School taxes.	Cotisations municipales. — Municipal taxes.	Total.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1 ^e Dlle—Miss Emma Hamilton.....	Lot de ville No. 1, dans la première rangée des lots de New-Carlisle. Lot de ville No. 60, dans la seconde rangée des lots de ville de New-Carlisle. Lot de ville No. 61, dans la troisième rangée des lots de ville de New-Carlisle. Lot de ville No. 120, dans la quatrième rangée des lots de ville de New-Carlisle. Partie du lot No. 1, lot de campagne, à l'est de New-Carlisle, et partie du lot 21, lot de campagne, dans New-Carlisle susdit—avec toutes les bâtisses dessus construites. — Town lot No. 1, in the first range of town lots of New-Carlisle. Town lot No. 60, in the second range of town lots of New-Carlisle. Town lot No. 61, in the third range of town lots of New-Carlisle. Town lot No. 120, in the fourth range of town lots of New-Carlisle. Part of lot No. 1. country lots east of New-Carlisle, and part of lot No. 21 of country lots, in New-Carlisle aforesaid—with all the buildings thereon erected.....	25 91	1 96	27 87
* Les héritiers—The heirs Hamilton	Trois-quarts indivis du lot de ville No. 121, dans la 5e rangée des lots de ville de New-Carlisle. Onze douzièmes do No. 122, do 5e do do do do No. 179, do 6e do do do do No. 180, do 6e do do do do No. 181, do 7e do do do do No. 182, do 7e do do do do No. 239, do 8e do do Le lot entier No. 240, dans la 8e rangée des lots de ville. Le lot entier No. 84, dans la 3e rangée des lots de ville. Onze-douzièmes indivis, paro de ville No. 1, dans la première rangée de la ville de New-Carlisle. Cinq-sixièmes indivis, lot de campagne No. 55, dans le second rang à l'est de New-Carlisle. Onze-douzièmes indivis, lot de campagne No. 56, dans le second rang, à l'est de New-Carlisle, étant les deux acres est d'icelui. Cinq-sixièmes indivis, lot de campagne Nos. 76 et 77, dans le troisième rang, à l'est de New-Carlisle, étant les deux acres est d'icelui.— Three-quarters undivided shares of town lot No. 121, in the 5th range of town lots of New-Carlisle. Eleven-twelfths do No. 122, do 5th do do do do No. 179, do 6th do do do do No. 180, do 6th do do do do No. 181, do 7th do do			

	do	do	No. 182, do 1st No. 239, do 5th	do	do
	do	do	do	do	do
	The whole of lot No. 240, in the 8th range of town lots of New-Carlisle. The whole of lot No. 84, in the 3rd range of town lots of New-Carlisle. Eleven-twelfths undivided shares of town park No. 1, in the 1st range of town parks of New-Carlisle. Five-sixths undivided shares of country lot No. 55, in the second range, east of New-Carlisle. Eleven-twelfths undivided shares of country lot No. 56, in the second range, east of New-Carlisle, being the east two acres thereof. Five-sixths undivided shares of country lot Nos. 76 and 77, in the 3rd range east of New-Carlisle, being the east two acres thereof.....				102 32
3 ^d John R. Hamilton.....	Les parcs de ville Nos. 37 et 38, dans la deuxième rangée des parcs de New-Carlisle. Les parcs de ville Nos. 83 et 92, dans la cinquième rangée des parcs de ville de New-Carlisle. Le parc de ville No. 69, dans la quatrième rangée des parcs de ville de New-Carlisle. Les parcs de ville lettrés G, F et H, dans la cinquième rangée des parcs de ville de New-Carlisle. Le parc de ville No. 210, dans la septième rangée des parcs de ville de New-Carlisle. Le parc de ville No. 91, dans la cinquième rangée des parcs de ville de New-Carlisle. Les lots du lac Nos. 82 et 83, et partie du No. 86, dans le cinquième rang des lots en arrière de New-Carlisle. — Town parks Nos. 37 and 38, in the second range of town parks of New-Carlisle. Town parks Nos. 83 and 92, in the fifth range of town parks of New-Carlisle. Town park No. 69, in the fourth range of town parks of New-Carlisle. Town parks letters G, F and H, in the fifth range of town parks of New-Carlisle. Town park No. 210, in the seventh range of town parks of New-Carlisle. Town park No. 91, in the fifth range of town parks of New-Carlisle. Lake lots Nos. 82 and 83 and part of No. 86, in the fifth range of lots in rear of New-Carlisle.....				35 56
					137 88
4 th Richard Thompson.....	Lots Nos. 13 et 21, L. C. dans le rang L. C., en arrière de New-Carlisle.—Lots Nos. 13 and 21, C. L. in the range C. L., in rear of New-Carlisle.....				32 02
5 th Charles Assels.....	Parc de ville No. 12, dans la première rangée, No. 49, dans la seconde rangée, et No. 53, dans la troisième rangée des parcs de ville de New-Carlisle, et partie du No. 13, lot de campagne.—Town park No. 12, in the first range, No. 49, in the second range, and No. 53, in the third range of town parks of New-Carlisle, and part No. 13, country lots.....				39 90
6 th Charles De Ste. Croix.....	Lots de ville No. 87 et 88, dans la deuxième rangée des lots de ville de New-Carlisle. Lot de ville No. 108, dans la quatrième rangée des lots de ville de New-Carlisle.—Town lots Nos. 87 and 88, in the second range of town lots of New-Carlisle; and town lot No. 108, in the fourth range of town lots of New-Carlisle.....				2 04
7 th William Thomas Bebee.....	Lot de ville No. 150, dans la cinquième rangée, No. 151, dans la sixième rangée, et No. 211, dans la huitième rangée des lots de ville de New-Carlisle. Parcs de ville No. 30, dans la première rangée, No. 31, dans la seconde rangée, No. 90, dans la troisième rangée, No. 84, dans la quatrième rangée, et No. 98, dans la cinquième rangée, des parcs de ville. Lot No. 17, L. C. dans le premier rang des lots en arrière de New-Carlisle.—Town lot No. 150, in the fifth range, Nos. 151, in the sixth range, and No. 211, in the eighth range of town lots of New-Carlisle. Town parks No. 30, in the first range, No. 31, in the second range, No. 90, in the third range, No. 84, in the fourth range, and No. 98, in the fifth range of town parks. Lot No. 17 C. L., in the first range of lots in rear of New-Carlisle.....				1 14
8 th Thomas Law.....	Parcs de ville No. 46, dans la deuxième rangée des parcs de ville de New-Carlisle, et No. 12 L. C. dans la quatrième rangée en arrière de New-Carlisle. — Town park No. 46, in the second range of town parks of New-Carlisle, and No. 12 C. L., in the fourth range in rear of New-Carlisle.....				17 64
9 th Mme—Mrs. Asa Bebee.....	Lots de ville Nos. 29 et 30, dans la première rangée des lots de ville de New-Carlisle, et partie du lot No. 51, dans la deuxième rangée des lots de campagne, à l'ouest de New-Carlisle.—Town lots Nos. 29 and 30, in the first range of town lots of New-Carlisle, and part of lot No. 51, in the second range of country lots, west of New-Carlisle.....				13 84
					1 92
					15 76
					14 54
					2 84
					17 38
					28 58
					0 76
					29 32
					8 77
					4 19
					12 96

Noms.—Names.	Désignation des terrains.—Designation of lots.	Cotisations d'écoles. — School taxes.	Cotisations municipales. — Municipal taxes.	Total.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
10° Inconnu.—Unknown.....	Partie du lot No. 26, premier rang de New-Carlisle Ouest ayant deux acres de front sur la profondeur du dit lot, connu autrefois comme appartenant à William Duff; bornée à l'ouest par W. et R. Brodie, et à l'est par Carrol O'Keif.—Part of Lot No. 26, in the first range of New Carlisle West, being two acres in front by the depth of said lot formerly known as William Duff's property; bounded west by W. and R. Brodie, and east by Carrol O'Keif.			
11° Inconnu.—Unknown.....	Partie du lot No. 16, dans le premier rang de New-Carlisle Ouest, ayant 1½ acre de front sur environ 8 de profondeur, et autrefois connue comme partie de la propriété de Johnston Garretts; bornée à l'ouest par Charles Garretts, et à l'est par Frédéric Chambers.—Part of lot No. 16, in the first range of New-Carlisle West, being 1½ acre in front by about eighth in depth, and formerly known as part of Johnston Garretts property; bounded west by Charles Garretts, and east by Frederick Chambers.		6 75	6 75
			6 50	6 50

New-Carlisle, 7 janvier 1887.

301

L. P. LEBEL,

Secr.-trés. du Comté de Bonaventure.

New-Carlisle, 7th January, 1887.

302

L. P. LEBEL,

Secr.-treas. of the county of Bonaventure.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE CHICOUTIMI
NUMÉRO DEUX.

Avis public est par les présentes donné par J. C. Lindsay, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des sessions du conseil de la dite municipalité du comté, à Saint-Louis de Métabetchouan, MERCREDI, le DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires auxquelles ils sont affectés, ainsi que des frais et dépenses encourus.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY COUNCIL
NUMBER TWO OF CHICOUTIMI.

Public notice is hereby give by J. C. Lindsay, secretary treasurer, that the lands hereinafter described, will be sold by public auction, at the public hall of the parish of Saint Louis de Metabetchouan, wherein the sittings of the council of the said municipality are held, on WEDNESDAY, the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the municipal and school taxes for which they are liable as well as the costs and expenses incurred.

Désignation des biens-fonds.—Description of landed property.					Noms des propriétaires. — Names of proprietors.	Montant dû pour taxes municipales et scolaires. — Amount due for municipal and school taxes.
Municipalité. — Municipality.	Township.	Rang. — Range.	Partie du lot. — Part of lot.	Numéro du lot. — Number of lot.		
Liberville.....	Signay.....	2	.....	19	.....	\$ cts. 4 25
Saint-Bruno.....	do.....	4	1 E.	14	Joseph Fortin.....	18 20
Saint-Joseph d'Alma.....	do.....	9	.....	16	.....	6 27
Partie sud et sud-ouest du.—South and south west part of.....	do.....	10	1 N.	21	Veuve—Widow Jean Lessard.....	8 12
Saint-Louis Métabetchouan.....	Métabetchouan.....	7	.....	47	Joseph Juneau.....	55 71
do.....	do.....	7	.....	50	Auguste Paradis.....	11 96

J. C. LINDSAY,
Secrétaire-trésorier.

raie copie,
J. C. LINDSAY,
Sec. trés. C. C. C. No. 2.
Roberval, 5 janvier 1887.

357

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE
KAMOURASKA.

Je donne par le présent avis public que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique, au village de Kamouraska, MERCREDI, le DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des cotisations et taxes dues aux municipalités ci-après mentionnées et des frais en découlant.

Municipalité de la paroisse de Saint-Onésime.
Comme appartenant à Germain Soucy.—Les lots portant les numéros 34 et 35, 1ère série, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint Onésime.

Montant dû.....\$4.96
Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière.

1. Comme appartenant à Germain Soucy.—Le lot 823, du cadastre de Sainte-Anne susdite, étant un terrain situé au troisième rang, contenant 43 arpents et 50 perches en superficie.

Taxes municipales.....\$11.20
Taxes scolaires.....1.78

Montant dû.....\$12.98

Donné sous mon seing, à Sainte-Anne de la Pocatière, ce 19e jour de janvier mil huit cent quatre-vingt sept.

ALFRED POTVIN,
Secrétaire-trésorier du Conseil Municipal du
359 Comté de Kamouraska.

J. C. LINDSAY,
Secretary treasury.

True copy,
J. C. LINDSAY,
Sec. tres. M. C. C. C. No. 2.
Roberval, 5th January, 1887.

358

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
KAMOURASKA.

I hereby given public notice that the lands hereinafter described will be sold by public auction, at the village of Kamouraska, on WEDNESDAY, the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of assessments and taxes due to the municipality hereinafter mentioned, and the cost incurred, to wit:

Municipality of the parish of Saint Onésime.
As belonging to Germain Soucy.—Lots numbered 34 and 35, 1st series, on the official plan and book of reference of the cadastre of Saint Onésime.

Amount due.....\$4.96
Municipality of the parish of Sainte Anne de la Pocatière.

1. As belonging to Germain Soucy.—Lot 823, of the cadastre of Sainte Anne aforesaid, being a lot of land situate in the third range, containing 43 arpents and 50 perches in superficies.

Municipal taxes.....\$11.20
School taxes.....1.78

Amount due.....\$12.98

Given under my signature, at Sainte Anne de la Pocatière, this 19th day of January, one thousand eight hundred and eighty seven.

ALFRED POTVIN,
Secretary treasurer municipal council of the
340 County of Kamouraska.

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU
COMTE DE JOLIETTE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, A. Cabana, secrétaire-trésorier, du conseil municipal du comté de Joliette, que les terrains ci-dessous désignés seront vendus par encan public, MERCREDI, le DEUXIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, dans le bureau d'enregistrement du dit comté, en la ville de Joliette, au lieu où sont tenus les séances du dit conseil, pour cotisations et charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant le jour ci-dessus indiqué pour la vente, savoir :

La corporation de " Les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Joliette."

Corporation of the school Commissioners for the school municipality of the town of Joliette.

Noms des débiteurs propriétaires ou occupants.	Etat.	Nom de la rue ou est situé la propriété.	No. du cadastre officiel.	Pieds.	Montant dû.
Names of debtors, proprietors or occupants.	Profession.	Name of the street where the property is situated.	No. of the official cadastre.	Feet.	Amount due.
Michel Maleau.....	Journalier—lab.	De Lanaudière	350	38 x 192	\$ 3 97
Ulric Maleau.....	do	do	358	68 x 62	1 96
John Louis Cassidy.....	Marchand—Merc.	Daillebout	47	44 x 106	0 66
John Ls. Cassidy.....	do	do	48	44 x 106	0 66
Louis Menard.....	do	Manseau.....	167	48 x 154	2 56½
Louis Menard.....	do	do	168	48 x 154	1 37½
Louis Menard.....	do	do	169	48 x 154	1 37½
Prosper Lavoie.....	Journalier.—lab	St. Viateur.....	160-6 de-of subd.	48 x 151	1 05

Municipalité de la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez

Municipality of the parish of Saint Alphonse de Rodriguez.

	Rang.—Range.	Arpents super.	\$ cts.
	2e rang des Augmentations de Kildare.—2nd range of the Augmentations of Kildare.		
Hér.—Heirs Charles Partenais.....	8 A.	123	1 11

A distraire du dit No. 8 A, 90 arpents appartenant à C. P. Charland, écuyer, avocat de Joliette.

Donné à Joliette, ce sept janvier mil huit cent quatre-vingt-sept.

279 A. CABANA,
Sec. tres. du C. M. du C. de Joliette.

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU
COMTE DE MASKINONGE.

Je donne par les présentes avis public, que la terre ci-dessous mentionnée, sera vendue par encan public, dans la salle du marché en la ville de Louiseville, lieu ordinaire des sessions du conseil municipal du comté de Maskinongé, MERCREDI, le DEUXIEME jour de MARS prochain, mil huit cent quatre-vingt sept, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges plus bas mentionnées, dues sur le dit lot de terre, à moins que le montant des dites charges ne soient payés avec les frais avant la vente, savoir :

Une terre appartenant à un nommé Antoine Bastien, absent, situé en la paroisse de Saint-Justin, dans le comté de Maskinongé, dans le

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF
THE COUNTY OF JOLIETTE.

Public notice is hereby given by the undersigned, A. Cabana, secretary treasurer, of the municipal council of the county of Joliette, that the undermentioned described lands will be sold by public auction, on WEDNESDAY, the SECOND day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in the registry office of the said county, in the town of Joliette, at the place where the sessions of the said council are held, for the assessments and charges due to the municipalities hereinafter described, unless the same be paid with costs before the day of sale herein before indicated, to wit :

The corporation of " The School Commissioners for the school municipality of the town of Joliette."

Corporation of the school Commissioners for the school municipality of the town of Joliette.

Noms des débiteurs propriétaires ou occupants.	Etat.	Nom de la rue ou est situé la propriété.	No. du cadastre officiel.	Pieds.	Montant dû.
Names of debtors, proprietors or occupants.	Profession.	Name of the street where the property is situated.	No. of the official cadastre.	Feet.	Amount due.
Michel Maleau.....	Journalier—lab.	De Lanaudière	350	38 x 192	\$ 3 97
Ulric Maleau.....	do	do	358	68 x 62	1 96
John Louis Cassidy.....	Marchand—Merc.	Daillebout	47	44 x 106	0 66
John Ls. Cassidy.....	do	do	48	44 x 106	0 66
Louis Menard.....	do	Manseau.....	167	48 x 154	2 56½
Louis Menard.....	do	do	168	48 x 154	1 37½
Louis Menard.....	do	do	169	48 x 154	1 37½
Prosper Lavoie.....	Journalier.—lab	St. Viateur.....	160-6 de-of subd.	48 x 151	1 05

Municipalité de la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez

Municipality of the parish of Saint Alphonse de Rodriguez.

	Rang.—Range.	Arpents super.	\$ cts.
	2e rang des Augmentations de Kildare.—2nd range of the Augmentations of Kildare.		
Hér.—Heirs Charles Partenais.....	8 A.	123	1 11

With the reservation on said lot No. 8 A, 90 arpents belonging to C. P. Charland, esquire, advocate, of Joliette.

Given at Joliette, the seventh day of January, eighteen hundred and eighty seven.

280 A. CABANA,
Sec. treas. of M. C. of C. of Joliette.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF
THE COUNTY OF MASKINONGE.

I do hereby give public notice that the lands hereinafter mentioned, will be sold by public auction, in the Market Hall, in the town of Louiseville, at the place where the sitting of the said municipal council of the county of Maskinongé, are held, on WEDNESDAY, the SECOND day of the month of MARCH next, one thousand eight hundred and eighty seven, at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and charges hereunto mentioned, due upon the said lot of land unless the same be paid, with costs before the sale, to wit :

A land belonging to one named Antoine Bastien, absent, situate in the parish of Saint-Justin, in the county of Maskinongé, in the fifth range of

cinquième rang de la seigneurie de Lanaudière, étant le numéro six cent vingt-quatre (624), du plan et du livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint Justin.

Montant dû au conseil municipal de la paroisse de Saint-Justin.....\$8 05
Aux commissaires d'école de Saint-Justin... 0 37

AMBROISE TETREAULT,

Secrétaire-trésorier du dit conseil.

Louiseville, le 4 janvier 1887.

293

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DE LA CITE DE
SHERBROOKE.

Bureau du Conseil Municipal de }
la cité de Sherbrooke. }

Avis public est par le présent donné par William Griffith, secrétaire-trésorier du dit conseil municipal, que les terres ci-dessous mentionnées seront vendues par encan public, au bureau du secrétaire-trésorier du dit conseil, à l'Hôtel de Ville, en la dite cité de Sherbrooke, LUNDI, le SEPTIEME jour de MARS 1887, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes affectant les dites propriétés et des frais encourus.

the seignior of Lanaudière, being number six hundred and twenty four (624), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Justin.

Amount due to the municipal council of the parish of Saint Justin.....\$8 05
To the school commissioners of Saint Justin. 0 37

AMBROISE TETREAULT,

Secretary Treasurer of said council.

Louiseville, 4th January, 1887.

294

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE CITY OF
SHERBROOKE.

Office of the Municipal Council of }
the city of Sherbrooke. }

Public notice is hereby given by William Griffith secretary treasurer of the said municipal council that the lands hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the office of the secretary treasurer of the said council, in the City Hall Building, in the said city of Sherbrooke, on MONDAY, the SEVENTH day of MARCH, 1887, at TEN of the clock in the forenoon, in default of payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred.

Noms.—Names.	Quartier. Ward.	Numéro du cadastre. Cadastral Number.	Montant. Amount.
Edward C. Bowen.....	Est—East	780-781	\$ 23 11
L. A. Stearns	Est—East	281	5 85
Thos. Flannery.....	Est—East	834	55 39
Louis Gendreau	Sud—South.....	1070-1073-1135	16 94

WM. GRIFFITH,

Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.

Cité de Sherbrooke.—City of Sherbrooke.

107-8 2

Sherbrooke, 3 janvier 1887.—Sherbrooke, 3rd January, 1887.

MUNICIPALITE DU COMTE DE TEMIS-
COUATA.

Avis public est par les présentes donné par Elie Mailloux, secrétaire-trésorier, que les terres ci-après désignées seront vendues par encan public, au palais de justice, à l'Isle Verte, lieu où le conseil de la dite municipalité tient ses sessions, MERCREDI, le DEUXIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations municipales et scolaires et autres charges dues sur icelles aux municipalités ci-après mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées plutôt avec les frais.

Dans la municipalité scolaire de Sainte Rose du Dégélé.

1. Comme appartenant à Thomas Moreau, absent.—Une terre d'environ deux arpents et demi de front sur quinze arpents de profondeur, situé au second rang de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, étant le numéro cent trente-six (136) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse.

Montant dû.....\$3.59

2. Comme appartenant à Firmin Michaud, absent.—Une terre d'environ trois arpents de front sur trente de profondeur, situé au premier rang de la dite paroisse, étant le numéro soixante et un (61), du dit cadastre.

Montant dû.....\$5.09

Dans la municipalité locale du canton Bégon.

Comme appartenant à Ludger Dionne, absent.—Une terre de quatre arpents et quatre perches de front sur vingt-huit arpents de profondeur

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
TEMISCOUATA.

Public notice is hereby given by Elie Mailloux, secretary treasurer, that the lands hereinafter described will be sold at public auction, in the court house, at l'Isle Verte, where the council of the said municipality holds the sittings, on WEDNESDAY, the SECOND day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school assessments and other charges due on the same, to the municipalities hereinafter mentioned, unless the same with costs be sooner paid.

In the school municipality of Sainte Rose du Dégélé.

1. As belonging to Thomas Moreau, absent.—A land of about two arpents and a half in front by fifteen arpents in depth, situate in the second range of the parish of Sainte Rose du Dégélé, being number one hundred and thirty six (136), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

Amount due.....\$3 59

2. As belonging to Firmin Michaud, absent.—A land of about three arpents in front by thirty arpents in depth, situate in the first range of the said parish, being number sixty one (61), of said cadastre.

Amount due.....\$5.09

In the local municipality of the township Bégon.

As belonging to Ludger Dionne, absent.—A land of four arpents and four perches in front by twenty eight arpents in depth, being lot number

étant le lot numéro vingt-huit (28), du cinquième rang du dit canton Bégon.

Montant dû.....\$26.03
Donné à l'Isle Verte, le septième jour de janvier 1887.

ELIE MAILLOUX,
S. T. C. M. C. T.

269

Demandes au Parlement.

AVIS PUBLIC.

Demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'un acte autorisant la vente des immeubles appartenant à la succession de feu Antoine Paiement, comprenant les numéros 102, 104, 108 et 160 du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le district de Terrebonne, et le numéro 91 du cadastre hypothécaire du village de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le district susdit, et de plus le numéro 444 du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Rose, dans le district de Montréal.

JEREMIE PAIEMENT, père.
ALFRED LIMOGES,
Exécuteurs testamentaires.
Saint Eustache, 10 janvier 1887. 433

Avis Divers.

District de Joliette. } Dans la Cour Supérieure.
No. 1612.

Dame Delima Martin dit Bernabé, fde la ville de Joliette, dans le district de Joliette, épouse de Jean-Baptiste Martel, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Jean-Baptiste Martel, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

CHARLAND & TELLIER,
Procureurs de la Demanderesse.
Joliette, 10 janvier 1887. 431½

Avis de Faillite.

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Angélique Norman et al., de Hull, Québec.

Avis est par le présent donné que, le 26e jour de janvier 1887, par ordre de la cour, nous avons été nommé curateur-conjoint des biens des dits défendeurs, qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en notre bureau sous un mois.

A. L. KENT
A. TURCOTTE,
Curateur conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes,
Montréal, 26 janvier 1887. 431a

twenty eight (28), in the fifth range of the said township Bégon.

Amount due.....\$26.03
Given at l'Isle Verte, on the seventh day of January, 1887.

ELIE MAILLOUX,
S. T. M. C. C. T.

270

Applications to Parliament.

PUBLIC NOTICE.

Application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing the sale of immovables depending of the succession of late Antoine Paiement, and containing the numbers 102, 104, 108 and 160 of the hypothecary cadaster of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, in the district of Terrebonne, and the number 91 of the hypothecary cadaster of the village of Sainte Thérèse de Blainville, in the said district, and moreover the number 444 of the hypothecary cadaster of the parish of Sainte Rose, in the district of Montreal.

JEREMIE PAIEMENT, père.
ALFRED LIMOGES,
Testamentary executors.
Saint Eustache, 10th January, 1887. 434

Miscellaneous Notices.

District of Joliette. } In the Superior Court.
No. 1612.

Dame Delima Martin dit Bernabé, of the town of Joliette, in the district of Joliette, wife of Jean Baptiste Martel, farmer, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
The said Jean Baptiste Martel, Defendant.
An action en séparation de corps et de biens has been instituted in this case by the plaintiff against the defendant.

CHARLAND & TELLIER,
Attorneys for Plaintiff.
Joliette, 10th January, 1887. 432½

Bankrupt Notices.

Province of Quebec }
District of Ottawa. } Superior Court.

In the matter of Angélique Norman et al., of Hull, Québec.

Notice is hereby given that, on the 26th day of January, 1887, by order of the court, we were appointed joint curator to the estate of the said defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint Curator.

Office of Kent & Turcotte,
7, Place d'Armes.
Montreal, 26th January, 1887. 432a

AVIS DE CESSION.

Nous, soussignés, A. T. Constantin & Cie., marchands, de Québec, donnons avis par les présentes que, le vingt-deuxième jour de janvier 1887, nous avons fait un abandon judiciaire de nos biens, meubles et immeubles, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, pour le bénéfice de nos créanciers, conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict., chap. 22.

Daté à Québec, ce 24^e jour de janvier 1887.

ARTHUR THEODORE CONSTANTIN.

WILFRID CONSTANTIN,

437

Marchands, de Québec.

NOTICE OF ASSIGNMENT.

We, the undersigned, A. T. Constantin & Co., dry goods merchants, of Quebec, do hereby give notice that, on the twenty second day of January, 1887, we have made a judicial abandonment of our property, at the office of the prothonotary of the Superior Court, for the district of Quebec, for the benefit of our creditors, in virtue of the provisions of act 48 Vict., chap. 22.

Dated at Quebec, this 24th day of January, 1887.

ARTHUR THEODORE CONSTANTIN.

WILFRID CONSTANTIN,

438

Dry goods merchant, of Quebec.

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 4.

ANNONCES NOUVELLES.

	Pages.
BUREAU DU SERVICE CIVIL :	
Certificats accordés par le.....	244
DEMANDES AU PARLEMENT :	
Acte autorisant la vente des immeubles appartenant à la succession de feu Antoine Paiement.....	292
Par Dr. J. Sanche, pour license de pratique dans la province de Québec.....	250
Pour autoriser The Imperial Insurance Company, de contracter, poursuivre, etc	250
DEPENSES D'ELECTION :	
Hon. Marchand.....	255
FAILLIS :	
<i>Assemblée :</i>	
Champoux.....	259
<i>Cession :</i>	
Constantin & Cie.....	293
<i>Dividende :</i>	
Dupuis.....	259
<i>Nomination de curateur :</i>	
Morrow & Co.....	259
Norman et al.....	292
LETTRES PATENTES REMISES :	
The Montreal Bottle & Glass Co.	244
NOMINATIONS :	
<i>Commissaires d'écoles :</i>	
Saint-Norbert.....	244
<i>Greffier :</i>	
Grenier, greffier.....	244
Richard, asst. greffier.....	244
<i>Conseillers Municipaux :</i>	
Roxton Falls.....	243
Saint-Méthode.....	244
Saint-Michel.....	243
<i>Juges de Paix :</i>	
Trois-Rivières.....	244
<i>Orateur du Conseil Législatif :</i>	
Hon. De La Bruère.....	243
RÈGLES DE COUR :	
Harris et al. vs. Taylor.....	259

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 4.

NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages.
APPLICATIONS TO PARLIAMENT :	
An act authorizing the sale of immovables depending of the succession of late Antoine Paiement.	292
By Dr. J. Sanche, for license to practise in the province of Quebec.....	250
To authorize The Imperial Insurance Co., to contract, sue and to be sued, &c...	250
APPOINTMENTS :	
<i>Clerk :</i>	
Grenier, clerk.....	244
Richard, asst. clerk.....	244
<i>Justice of the peace :</i>	
Three Rivers.....	244
<i>Municipal Councillors :</i>	
Roxton Falls.....	243
Saint Méthode.....	244
Saint Michel.....	243
<i>School Commissioners :</i>	
Saint Norbert.....	244
<i>Speaker of the Legislative Council :</i>	
Hon. De La Bruère.....	243
BOARD OF CIVIL SERVICE :	
Certificates granted by the.....	244
CROWN LANDS :	
<i>Notice of cancellation, &c.</i>	
Cabot.....	245
Hope.....	245
ELECTION EXPENSES :	
Hon. Marchand.....	255
INSOLVENTS :	
<i>Appointment of curator :</i>	
Morrow & Co.....	259
Norman et al.....	292
<i>Assignment :</i>	
Constantin & Co.....	293
<i>Dividend :</i>	
Dupuis.....	259
<i>Meeting :</i>	
Champoux.....	259

SEPARATION DE BIENS :

Dme Brodeur vs. Chaput	297
Dme Lortie vs. St. Denis.....	255
Dme MacKay vs. Gair.....	255

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Dme Higgins vs. Garnold.....	255
Dme Martin dit Bernabé vs. Martel.....	292

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc.

Cabot.....	245
Hope.....	245

VENTE, FAILLITE :

Lavoie.....	270
-------------	-----

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUHARNOIS :

Brossoit vs. Leblanc <i>ès-ql.</i>	265
--	-----

IBERVILLE :

Macdonald vs. Esinhart <i>ès-ql.</i>	267
--	-----

KANOURASKA :

Pouliot vs. Ouellet.....	269
--------------------------	-----

SAINT-FRANÇOIS :

Boynton vs. Oliver.....	276
Hon. Brooks vs. Dme Deschênes.....	276
The Trest and Loan Co. of Canada vs. Young <i>et al.</i>	277

TROIS-RIVIÈRES :

Pennington vs. Gélinas.....	277
-----------------------------	-----

431

LETTERS PATENT GRANTED :

The Montreal Bottle & Glass Co.	244
--------------------------------------	-----

RULES OF COURT :

Harris <i>et al.</i> vs. Taylor.....	259
--------------------------------------	-----

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Brodeur vs. Chaput.....	297
Dme Lortie vs. St. Denis.....	255
Dme MacKay vs. Gair.....	255

SEPARATION FROM BED AND BOARD :

Dme Higgins vs. Garnold.....	255
Dme Martin <i>dit</i> Bernabé vs. Martel.....	292

SALES IN INSOLVENCY :

Lavoie.....	270
-------------	-----

SHERIFF'S SALES :

BEAUHARNOIS :

Brossoit vs. Leblanc <i>ès-ql.</i>	265
--	-----

IBERVILLE :

Macdonald vs. Esinhart <i>ès-ql.</i>	267
--	-----

KANOURASKA :

Pouliot vs. Ouellet.....	269
--------------------------	-----

SAINT FRANCIS :

Boynton vs. Oliver.....	286
Hon. Brooks vs. Dme Deschênes.....	276
The Trust and Loan Co. of Canada vs. Young <i>et al.</i>	277

THREE RIVERS :

Pennington vs. Gélinas.....	277
-----------------------------	-----

12